

DEBATS

LES FAITES EN QUESTION

RÉPONSE !

BILLET

Gen Z 212 : Faut-il des dirigeants de moins de 30 ans à la tête de nos partis politiques ?

LE DON POLITIQUE LE PLUS RARE SAVOIR LIRE LA SORTIE

L'art du **timing politique**

” ceux qui ont compris qu'il est **des portes de sortie** qu'il ne faut pas laisser se refermer. ”

EXPERTS INVITÉS

La rentrée politique au Maroc : des mesures fortes sont attendues.

CHRONIQUEURS

Quand la parole Royale devient prophétie

QUARTIER LIBRE

Le complotisme... pour comprendre ce qui se passe au Maroc.

INFO & ACTUALITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES
EN CONTINU 24H/7J

REPORTAGES, ÉMISSIONS, PODCASTS, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS..

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +1000 ÉPISODES

LIVE STREAMING

L'ODJ STREAM LIVE 00:29:48

L'ODJ R212 WEB RADIO

BREAKING NEWS

lastique : recette du shampoing solide maison: Écologique, économique et naturel, le shampoing solid

www.lodj.ma - www.lodj.info - pressplus.ma +212 666-863106 @lodjmaroc

REGARDEZ NOTRE CHAÎNE LIVE
ET RECEVEZ DES NOTIFICATIONS D'ALERTE INFOS



SCAN ME!

Certaines images de ce magazine peuvent avoir été créées par intelligence artificielle.

SOMMAIRE

ÉDITO D'OUVERTURE

04

06

**CHRONIQUEURS
INVITÉS**

18

**EXPERTS
INVITÉS**

26

**QUARTIER
LIBRE**

34

ROOM

38

BILLET

IDÉBATS

LODJ



Imprimerie Arrissala

IDÉBATS
14
OCT | 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN
ÉQUIPE DE RÉDACTION : BASMA BERRADA - SALMA LABTAR
NISRINE JAOUADI - AICHA BOUSKINE - SOUKAINA BENSALD - MAMOUNE ACHARKI
KARIMA SKOUNTI - MAMADOU BILALY COULIBALY
INSÉRSION ARTICLES & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI & IMAD BENBOURHIM
MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN
ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM
WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE
DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma



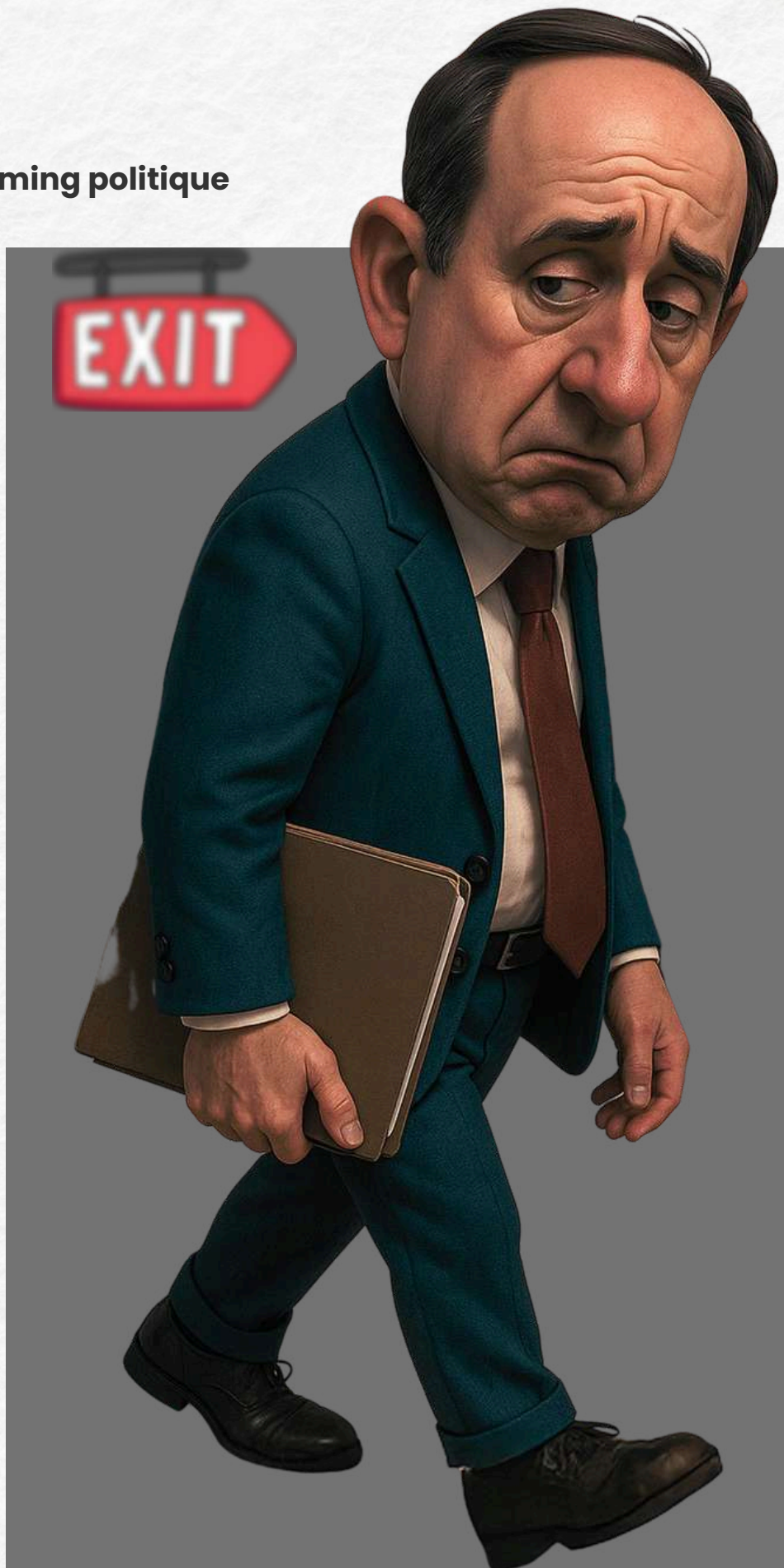
LE DON POLITIQUE LE PLUS RARE : SAVOIR LIRE LA SORTIE

L'art du timing politique

Dans l'arène politique, l'instinct est souvent résumé par la capacité à conquérir, à durer, à se maintenir coûte que coûte. Mais il existe un talent plus subtil, presque invisible, que peu de responsables maîtrisent : celui de savoir lire la scène comme on lit une partition, de deviner la note de trop, et surtout de reconnaître le moment où il faut déposer les cartes politiques avant qu'elles ne soient arrachées de force.

Ce don rare ne se confond pas avec la tactique ni même avec la ruse. Il tient d'une intelligence de situation, d'une lucidité presque stoïque : voir dans un discours, une décision, une inflexion de l'opinion, la ligne de fracture qui annonce le déclin. Les grands hommes politiques ceux dont on se souvient avec respect sont ceux qui ont compris qu'il est des portes de sortie qu'il ne faut pas laisser se refermer.

Au Maroc, comme ailleurs, la mémoire politique est marquée par des figures qui ont su quitter la scène à temps, sans attendre l'humiliation des urnes, la colère des foules, ou l'ouragan des réseaux sociaux. Se retirer n'est pas un échec, c'est une manière de prolonger l'utilité de son parcours. Car au-delà d'un certain seuil, l'entêtement devient nuisible : pour soi, pour son parti, et



surtout pour le pays qui doit pouvoir respirer et se renouveler.

L'histoire montre que ceux qui s'accrochent au-delà du raisonnable deviennent prisonniers de leur propre image. Ils finissent poussés dehors, non pas par grandeur mais par lassitude collective. Les réseaux sociaux, amplificateurs d'indignation, n'offrent aucun répit à ceux qui ne savent pas s'effacer. L'onde de choc peut broyer en quelques jours ce qu'une carrière a mis des décennies à construire.

Le véritable art politique ne réside donc pas seulement dans la conquête du pouvoir, mais dans la maîtrise du tempo de son départ. Se retirer au sommet, c'est transformer une fin en légende. Se retirer au bon moment, c'est offrir au pays l'élégance de la continuité. C'est aussi préserver l'idée que l'homme ou la femme politique reste au service de la nation, non l'inverse.

Dans un monde saturé d'images, où la réputation se consume plus vite qu'un hashtag, savoir dire « assez » devient un acte révolutionnaire. Ceux qui en sont capables se distinguent des autres : ils ne s'accrochent pas à leur fauteuil comme à une bouée, ils choisissent eux-mêmes le moment de descendre du navire.

Au fond, cette rareté n'est pas seulement affaire de courage, mais aussi de dignité. Reconnaître la fin de son utilité politique, c'est accepter que l'histoire soit plus grande que soi. C'est permettre à son parcours de rester lisible, non entaché par l'acharnement. Et c'est offrir à la génération suivante une scène débarrassée des fantômes du passé.

Les grandes portes n'existent que pour ceux qui savent les franchir à temps. Ceux qui attendent d'être poussés à la sortie ne laissent derrière eux que des ruines et des regrets.

Dans la politique marocaine comme dans toutes les démocraties en construction, ce don rare est peut-être le plus précieux : savoir lire les signes, et partir avant que l'histoire ne vous congédie.



Rédigé par

**Adnane
Benchakroun**

QUAND LA PAROLE ROYALE DEVIENT PROPHÉTIE

Le Maroc ne ploie pas sous le poids du destin, mais sous celui des inconséquences humaines. Ce n'est pas la fatalité qui l'épuise, mais la légèreté de ceux qui, investis de responsabilité, ont trahi l'esprit du service pour s'abandonner à la routine du pouvoir. Aujourd'hui, le pays traverse une ère de désillusion collective. Une colère sourde monte, surtout parmi la jeunesse. Les défaillances des services publics, les projets laissés à l'abandon, les promesses sans lendemain, la désinvolture d'élus oublieux de leur mission ... tout cela a tissé une toile de désenchantement où la confiance s'étirole jour après jour.

Mais cette désillusion n'est pas née du hasard.

Elle a été annoncée, pressentie, avertie. Le Roi Mohammed VI, dans plusieurs de ses discours, en avait décelé les signes avant-coureurs. Le malaise que le Maroc vit aujourd'hui, cette fatigue morale, cette colère contenue, il l'avait déjà nommée, décrite, dénoncée. Mais ceux qui devaient entendre ont préféré détourner le regard, s'enfermant dans le confort du silence et la tiédeur de l'inaction.

Relisons donc, avec l'honnêteté que commande la situation, le Discours du Trône du 29 juillet 2017. Ce texte n'était pas une simple adresse protocolaire mais plutôt un avertissement, une mise à nu du système, un miroir tendu à une classe politique engourdie, engluée dans ses privilèges et ses réflexes partisans. Le Roi y disait sans détour : « Quand le bilan se révèle positif, les partis, la classe politique et les responsables s'empressent d'occuper le devant de la scène pour engranger les bénéfices politiques et médiatiques des acquis réalisés. Mais, quand le bilan est décevant, on se retranche derrière le Palais Royal et on lui en impute la responsabilité. »

Tout était là. La lucidité, la franchise, le constat implacable. Mais les sourds du pouvoir ont choisi le mutisme et la complaisance. Sept ans ont passé, et les mots du Souverain résonnent aujourd'hui comme une prophétie accomplie. Rien n'a changé. Pire encore, l'irresponsabilité s'est institutionnalisée, la médiocrité s'est banalisée, l'autosatisfaction s'est érigée en culture politique. Pendant que le Roi agit, certains gouvernants commentent. Pendant qu'il trace une vision,



Par **Souad Mekkaoui**

ils débattent de détails. Pendant qu'il appelle à la reddition des comptes, ils cherchent refuge dans les excuses stériles.

Nous vivons désormais les retombées d'un système où l'on revendique les succès et où l'on fuit les échecs. Dans les régions meurtries, par les catastrophes naturelles, les retards des chantiers, ou la détresse sociale, les citoyens ne trouvent plus d'oreilles attentives. Ils ne croient plus aux institutions locales, aux élus, aux promesses. Ils se tournent, encore et toujours, vers le Roi. Car au milieu du vacarme des ambitions et des silences complices, une seule voix demeure ferme, constante et lucide, celle du Souverain. Le reste, hélas, s'est perdu dans le brouhaha des irresponsables.

La perte de confiance, miroir d'un désordre moral

La défiance qui traverse aujourd'hui le pays n'est pas le fruit d'un simple désintérêt civique ; elle est le cri d'une jeunesse blessée par trop de trahisons. Elle naît de promesses bafouées, de projets abandonnés, de ce gouffre grandissant entre la parole publique et la réalité vécue. Elle est le symptôme d'un mal profond, celui d'une gouvernance qui a oublié sa raison d'être qui est : servir.

Les scandales récents, les retards accumulés dans les chantiers régionaux, les dérives locales où la corruption se glisse dans les moindres interstices de pouvoir, ne font que confirmer la clairvoyance du diagnostic Royal. Depuis son accession au Trône, le Roi Mohammed VI n'a cessé d'appeler à une action publique fondée sur la responsabilité, la transparence et la dignité. Mais ses appels, souvent, se perdent dans le vacarme des ambitions personnelles.

Nos institutions, au lieu d'être des leviers de progrès, deviennent des vitrines d'ego. Les promesses se répètent en slogans creux, les discours se recyclent comme des refrains sans âme. Et lorsque vient le temps du bilan, les mêmes qui s'autoproclament artisans du succès se dérobent, laissant le Palais porter, seul, le fardeau de la colère populaire. C'est là l'irresponsabilité faite système, la mémoire courte érigée en stratégie politique.

Le Roi, lucide, l'avait dit sans détour : « Les pratiques de certains responsables élus poussent un nombre de citoyens, notamment les jeunes, à boudier l'engagement politique et la participation aux élections. » Comment, en effet, s'étonner de cette abstention croissante ? Comment demander à la jeunesse de croire encore, quand elle voit certains élus s'enrichir au lieu de servir, des ministres s'illustrer par leur légèreté, et les réformes promises se transformer en mascarades administratives ?

La désaffection du citoyen est une fracture qui sépare le peuple de ceux qui prétendent parler en son nom. Et dans ce désert de crédibilité, une seule voix demeure droite, ferme, implacable : celle du Roi. Sa parole, claire et sans fard, résonne comme un rappel à l'ordre moral, une exigence de dignité et de vérité. Car si le pays soupire, ce n'est pas faute de vision, mais faute de vertu.

Le Maroc mérite mieux mais pas en slogans

Regardons d'abord le secteur de la santé, ce miroir douloureux de notre dérive collective. Des hôpitaux délabrés, des médecins à bout de souffle, des citoyens perdus dans les labyrinthes de l'attente et de la détresse. Pourtant ce n'est ni l'infrastructure

ni les moyens qui font défaut, mais la rigueur, la conscience et le courage politique. Les réformes s'enchaînent sans conviction, simples exercices de communication qui évitent toujours le cœur du problème.

Et chaque fois, c'est au Roi qu'il revient de rappeler l'évidence, de redresser la barre, d'insuffler l'élan que d'autres auraient dû porter. Combien de fois a-t-il répété qu'un service public digne de ce nom est un droit, non un privilège ?

L'éducation n'est pas en reste. Jadis tremplin d'ascension sociale, elle est devenue le symbole d'un échec persistant. Les écoles publiques se vident de sens et d'ambition, les réformes se succèdent sans continuité ni vision. Les ministres défilent, les plans changent de nom, mais le résultat reste le même : des générations entières laissées sur le bord du chemin. Le Roi avait prévenu : il n'y a pas de développement sans éducation. Or les gouvernements s'enlisent dans les querelles de chiffres, préférant la rhétorique à l'action.

Et que dire de ces milliers de diplômés qui errent dans un marché du travail sans horizon ? Ces jeunes compétents, pleins d'énergie, mais condamnés à l'attente. L'emploi, censé être une priorité nationale, s'est transformé en symbole d'abandon. Le Roi l'a souvent rappelé :

l'accès au travail est une question de dignité. Mais les politiques publiques restent prisonnières de leur inertie, et la jeunesse, trahie par les promesses, finit par douter du pays lui-même.

De cette fracture naissent la colère, la frustration et le désespoir, les fruits amers d'un système qui parle d'avenir sans jamais le construire. Le Maroc mérite mieux, non pas des discours, mais des actes à la hauteur de sa jeunesse et de ses espérances.

L'appel du Roi à la conscience nationale

Le drame du Maroc ne réside pas dans l'absence de vision, mais dans l'indifférence de ceux qui devraient la porter. Tandis que le Souverain agit, impulse, rénove, et appelle inlassablement à la responsabilité, d'autres s'abritent derrière des mots sans poids, des communiqués convenus, des réunions sans lendemain.



Le Roi incarne la volonté d'agir, les gouvernants, celle de se justifier. Son message, lui, ne souffre aucune ambiguïté. Il est à la fois ferme, lucide et empreint de gravité : « À tous ceux qui déçoivent les attentes du peuple, je dis : Assez ! Ayez crainte de Dieu pour ce qui touche à votre patrie... Acquitez-vous pleinement des missions qui sont les vôtres, ou bien éclipez-vous ! » Et pourtant, sept ans plus tard, combien ont eu le courage de se retirer ? Combien ont assumé leurs échecs ? Presque aucun. Car ici, l'échec ne sanctionne pas, il recycle.

Cet appel à la conscience nationale n'a pas trouvé d'écho. Les gouvernements successifs ont préféré la célébration à la remise en question, la mise en scène à l'efficacité, la proximité du pouvoir à la compétence. Les faits sont là : un pays épuisé par les erreurs accumulées, les occasions manquées et la médiocrité devenue habitude.

Le temps du sursaut

Le Maroc vaut mieux que cette lassitude qui le ronge. Il n'a pas besoin de slogans ni de promesses recyclées, mais d'une volonté ferme, d'une éthique de l'action. Le pays n'attend pas des politiciens calculateurs, mais des femmes et des hommes d'État, sincères, compétents, intègres, tels que le Roi n'a cessé de les appeler de ses vœux. Il ne lui faut pas des discours bien tournés, mais des résultats tangibles. Des ministères qui servent la nation, non leurs propres intérêts. Des gouvernants conscients que le pouvoir est un devoir, non un privilège.

Depuis longtemps, le Souverain a sonné l'alarme. Les faits lui donnent raison. Le Maroc avance quand il parle, mais s'enlise quand d'autres se taisent. Et le peuple, lucide, voit désormais où se situe la responsabilité. Car le Roi, seul à incarner la constance et la rigueur, ne peut tout porter à lui seul. C'est pourtant encore vers lui que se tourne la population, parce qu'il reste, au milieu des silences et des renoncements, le seul à écouter, à agir, à secouer.

Ce qui blesse aujourd'hui le Maroc, ce n'est pas le manque de moyens ni la pauvreté des ressources, mais le manque de conscience et de la morale publique. Le Roi, lui, continue d'espérer, de rappeler à l'ordre, de bâtir, souvent contre l'inertie de ceux qui devraient l'épauler. Notre pays ne manque ni de talents ni d'ambition. Ce qui lui fait défaut, c'est cette discipline morale et civique qui fonde toute nation digne. À chaque crise, à chaque scandale, la parole Royale revient comme une vérité première : la responsabilité est la condition de la dignité nationale.

Mais le Maroc ne pliera pas. Sa force réside dans la Vision Royale, dans la foi de son peuple, dans la jeunesse qui refuse l'abandon. Il est temps, pourtant, que ceux qui prétendent gouverner mesurent l'ampleur de ce qu'ils laissent se dégrader. Le Roi avait prévenu la tempête ... elle est là. À ceux qui n'ont pas su comprendre, il ne reste qu'à se retirer, dignement.

Le Discours Royal de 2017 n'était pas un simple rappel, mais un tournant de l'Histoire. Aujourd'hui, il résonne comme un ultime avertissement que tant que la responsabilité ne redeviendra pas le cœur de la gouvernance, tant que la confiance ne sera pas restaurée, le Maroc restera suspendu au sursaut qu'il attend et qu'il mérite.



LODj

WWW.PRESSPLUS.MA



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



PRESSPLUS EST LE KIOSQUE %100 DIGITAL & AUGMENTÉ DE L'ODJ
MÉDIA GROUPE DE PRESSE ARRISSALA SA

MAGAZINES, HEBDOMADAIRES & QUOTIDIENS...

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC



LA LETTRE DE LA GENZ212 : UNE QUÊTE DE RECONNAISSANCE ET DE PROTECTION ROYALE.

Loin de moi l'idée de donner écho à la soi-disant lettre adressée par un collectif se disant représenter la GenZ212, mais il est nécessaire de reconnaître que celle-ci mérite une lecture critique et une analyse permettant d'en comprendre le contenu, tant explicite qu'implicite.

Au plan psychologique, le recours à "l'expression d'un besoin de reconnaissance" est manifeste :

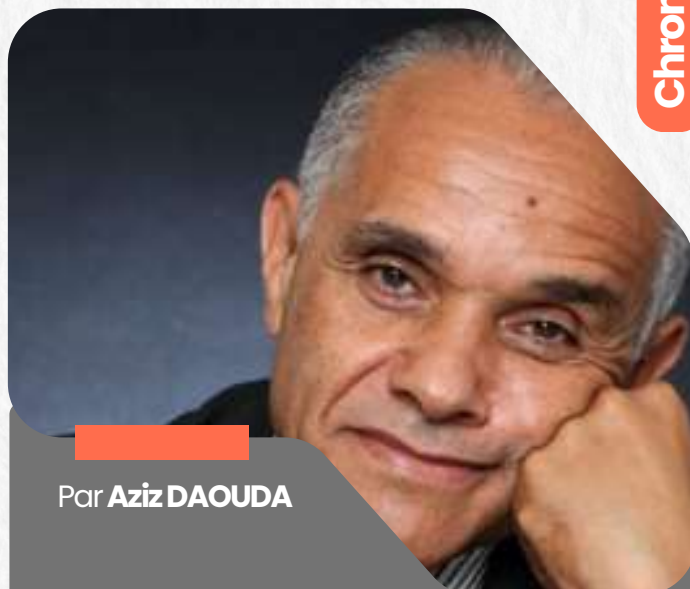
Le fait même d'écrire directement à Sa Majesté le Roi traduit une recherche de validation symbolique. Les auteurs cherchent en effet à se sentir entendus et à exister dans l'espace public. Le recours à un langage de frustration dans leurs doléances exprime une charge émotionnelle, mêlant désillusion face aux difficultés économiques, sociales et identitaires, et aspiration à un avenir meilleur.

La lettre révèle une tension entre idéal et réalité, illustrant un clivage psychologique typique de cette génération : un haut niveau d'ambition et d'exigence, mais aussi une fragilité et un sentiment d'impuissance face aux blocages structurels. On peut y voir une projection sur la figure paternelle : Sa Majesté le Roi est perçu comme l'arbitre ultime, le recours suprême, témoignant d'une demande implicite de protection et de réparation, que les institutions intermédiaires n'ont pas su apporter.

Au plan sociologique, il s'agit d'une génération en quête d'identité collective :

Le nom même GENZ212 (212, code téléphonique du Maroc) traduit une revendication d'identification en tant que groupe, et non plus seulement comme individus isolés. Cela illustre une conscience générationnelle émergente dans un contexte de défiance envers les structures établies. La lettre laisse transparaître une critique de l'État, des partis politiques, des syndicats et des institutions traditionnelles, jugés déconnectés des réalités de la jeunesse.

Cette jeunesse évolue dans un monde différent de celui des générations précédentes, recourant à l'usage du numérique comme levier. La préférence pour les canaux directs (réseaux sociaux, pétitions, lettres publiques) plutôt que la médiation classique, révèle une transformation sociologique des modes d'action collective, avec en toile de fond les inégalités sociales et territoriales.



Par Aziz DAOUA

Le contenu des doléances met probablement en lumière les fractures en matière d'éducation, d'emploi, de logement, de mobilité sociale, d'accès à la culture et à la santé. Ces thèmes témoignent d'une société où la jeunesse ressent un blocage de l'ascenseur social. En cela elle rejoint le sentiment général et malheureusement la non perception de tous les progrès réalisés.

Au plan politique, la lettre constitue un acte de contestation symbolique.

L'adresser directement à Sa Majesté le Roi peut être perçu comme une critique implicite de la gouvernance et des corps intermédiaires, contournant ainsi les canaux politiques classiques. Il s'agit d'un dilemme de la légitimité : la GENZ212 ne parle pas au nom de l'ensemble de la jeunesse marocaine, mais se proclame représentative, soulevant la question de la représentativité et d'une possible récupération politique.

C'est probablement un signal pour les décideurs : si les canaux de dialogue institutionnel restent fermés, la jeunesse risque de se détourner durablement des institutions et de radicaliser son discours.

Le point positif est un véritable pari sur l'avenir. En se tournant vers Sa Majesté le Roi, elle place sa confiance dans l'autorité royale pour impulser une réforme structurelle, signe à la fois de loyauté et de constat d'échec des médiations démocratiques.

La lettre suscite par ailleurs une lecture critique du style et du ton. Le style est direct mais parfois naïf.

La lettre adopte un ton franc, souvent sans filtre, caractéristique des jeunes générations habituées à l'expression spontanée sur les réseaux sociaux, blogs ou vidéos. Cela confère une certaine authenticité, mais parfois au détriment de la rigueur argumentative et de la crédibilité. Le ton revendicatif oscille entre respect et défiance.

Le texte s'adresse à Sa Majesté le Roi avec des marques de déférence, tout en exposant des critiques franches à l'encontre de la société et de l'État. Ce double registre traduit une tension et un espoir : vouloir interpeller les responsables politiques tout en restant dans le cadre de la loyauté monarchique.

L'usage d'un vocabulaire collectif (« nous, les jeunes », « notre génération », « avenir du pays ») révèle une volonté de parler au nom d'une communauté. Cependant, l'excès d'emphase donne parfois l'impression d'un discours plus émotionnel que programmatique. Le langage est symbolique et identitaire, avec une absence de hiérarchisation des doléances. Les revendications sont listées comme un ensemble de frustrations, sans structuration claire en priorités ni propositions concrètes. Il s'agit donc davantage d'un ton plaintif que d'une démarche stratégique



Le style est hybride mêlant militantisme et plaidoyer, révélant une hésitation entre le ton d'un manifeste militant contestataire et celui d'une pétition adressée à l'autorité suprême de manière solennelle et respectueuse.

C'est parfaitement révélateur d'une génération qui cherche encore son registre discursif, convaincue comme ses aînés que toute amélioration ne peut advenir que dans le cadre choisi et défendu par l'ensemble de la nation.

Le style et le ton renforcent le caractère cri du cœur de la lettre : sincère, émotif et collectif. Toutefois, ils souffrent d'un manque de maturité rhétorique (structure faible, redondances, slogans plutôt que solutions). Politiquement, les propos cherchent à toucher sur le plan symbolique et à susciter le débat public.

La lettre de la GENZ212 est donc un acte hybride, combinant cri de détresse psychologique, revendication sociologique et geste politique. Elle met en lumière :

- un sentiment d'exclusion et de marginalisation chez les jeunes,
- un besoin de reconnaissance et d'écoute directe,
- une remise en cause des corps intermédiaires,
- une attente forte vis-à-vis de la monarchie comme garante de justice et d'un avenir rayonnant.

La lettre de la GenZ212 est finalement qu'une quête de reconnaissance et de protection royale.

Reste à dire que le phénomène n'est pas marocain et qu'il est arrivé au Maroc et qu'il est arrivé par osmose puisque présent dans plus d'une région. Les mouvements étant souvent amplifiés par l'usage des plateformes numériques, qui transforment des frustrations isolées en mobilisations collectives, malgré des différences géographiques ou culturelles, les écarts en développement et en démocratie.

Il ne faut également pas omettre de relever que la manipulation et l'impact de propos nihiliste ne sont jamais très loin.

LA DÉFERLANTE GEN Z SUR LE MAROC, ENTRE REVENDICATIONS LÉGITIMES ET DÉRIVES INACCEPTABLES

Un signe de vitalité ?

Mais qui sont-ils, ces jeunes nés entre 1997 et 2012 qui ont envahi nos rues, nos réseaux sociaux, nos conversations ? Ils ont tous un smartphone greffé à la main, maîtrisent les canaux de communication instantanée, filment tout ce qui passe sous leurs yeux – le beau, le laid, le vrai, le faux – amplifient les problèmes, influencent... du moins, tentent de le faire. Si certains y voient une menace, d'autres, et j'en suis, y perçoivent avant tout un signe de vitalité, une chance pour le Maroc.

Moi, médecin de la préhistoire des CHU marocains, j'observe cette "déferlante Gen-Z" avec un optimisme prudent. Leurs revendications, même lorsqu'elles sont grossières ou mal formulées, témoignent d'un engagement civique, d'une conscience sociale, d'une volonté de faire bouger les lignes. Une jeunesse ultra-connectée qui manifeste, qui exprime ses frustrations et ses aspirations, n'est-ce pas le signe d'une société civile en bonne santé, capable de se remettre en question et de se réinventer ?

Oh bien sûr, devant quelques dérives – matérielles, physiques, verbales, ou de timing – les Cassandre s'empresseront d'évoquer un jeu d'ingérences étrangères, de manipulations occultes, de complots ourdis dans l'ombre. Mais ne nous laissons pas distraire par ces explications, même si ce ne sont pas des fantasmes conspirationnistes.

Qu'importe ! Concentrons-nous sur l'essentiel : ces jeunes expriment un malaise profond, un besoin de changement, une soif de justice. Et si leur agitation, même maladroite, aboutissait à des réformes nécessaires, attendues depuis trop longtemps, notamment en matière d'enseignement et de santé, ne serait-ce pas une victoire pour le Maroc tout entier ?



Par **Aziza Benkirane**

Cette Gen-Z, contrairement à ce que certains pourraient penser, n'est pas une génération désabusée, individualiste, ou uniquement préoccupée par les selfies et les "likes." Elle est consciente des défis auxquels le Maroc est confronté, qu'il s'agisse du chômage, des inégalités sociales, de la corruption, ou du changement climatique. Elle a des idées, elle a de l'énergie, et elle a la volonté de s'impliquer.

En matière d'enseignement, par exemple, elle réclame une éducation de qualité, accessible à tous, qui prépare les jeunes aux métiers de demain, qui encourage la créativité et l'esprit critique, et qui valorise la diversité culturelle. En matière de santé, elle aspire à un système de soins performant, équitable, et accessible à tous les citoyens, quel que soit leur niveau de revenu ou leur lieu de résidence. Quel marocain ne souhaiterait pas cela ?

Reste aux professionnels et à la volonté politique à traduire ces aspirations en propositions concrètes. Alors, oui, la déferlante Gen-Z peut parfois être tumultueuse, imprévisible, voire dérangeante.

Mais elle est avant tout un signe de vitalité, une source d'espoir, une chance pour le Maroc. À nous de savoir l'écouter, la comprendre, et la canaliser de manière positive, pour construire ensemble un avenir meilleur, un avenir où la jeunesse marocaine pourra enfin s'épanouir pleinement et contribuer au rayonnement de son pays

Il aura fallu sept jours, sept petites journées pour montrer la fragilité des choses et établir l'insoutenable légèreté du gouvernement... et il fallait s'y attendre. Les jeunes ont précipité, bousculé les événements, assénant abruptement dans leur langage et à leur manière ce que la société civile dénonce depuis longtemps. En attendant que le gouvernement veuille bien dire quelque chose d'intelligible et que les sociologues puissent avoir le recul pour analyser le phénomène GenZ212 et expliquer cette rupture intergénérationnelle qui se crée sous nos yeux et que les politiques ne comprennent pas, quelques remarques s'imposent...

1/ Deux catégories de GenZ, les « gentils » et les « méchants ». En une semaine, les contours du mouvement se précisent. Les « gentils » sont ceux qui manifestent en brandissant leurs revendications sur la santé, l'éducation, la moralisation... l'espoir ! Au fil de la semaine, ils n'ont plus « demandé », mais « exigé », et ce qu'ils exigent aujourd'hui est rien moins que la chute du gouvernement. Ils se radicalisent, donc, et s'organisent, évitant la confrontation, restant dans la contestation, toujours « silmia ». Ils ne s'arrêteront pas.

Les « méchants » n'ont plus d'espoir, ils crient leur désespoir, mais ils ont occasionné dégâts humains (trois des leurs sont morts en attaquant une caserne de gendarmerie) et matériels considérables, avec des centaines de blessés parmi les forces de l'ordre et autant de véhicules incendiés. La réaction (légitimement) musclée des autorités publiques et l'implication (tardive) des familles ont calmé les ardeurs de ces jeunes.

2/ La société civile doute et s'interroge... Elle est inquiète, très préoccupée par la tournure des événements, et elle angoisse de constater que les manifestations ne cessent pas, et qu'elles s'amplifient de jour en jour. Oui, le climat est anxiogène, ainsi que l'a montré ce curieux appel d'évacuation qui a circulé jeudi à Casablanca et à Tanger, appelant les cadres et employés à quitter plus tôt leurs bureaux et d'aller chercher plus tôt leurs enfants à l'école. L'appel a été très suivi, le cafouillage était sensible et le soir, les wilayas concernées ont démenti.

La population se trouve coincée entre des jeunes qui ne veulent pas arrêter leur mouvement et le gouvernement qui ne sait pas plus leur répondre que simplement leur parler. L'ambiance est morose car l'attentisme consume. Les gens tanguent entre « un mouvement de jeunes aux revendications légitimes et pacifiques » et « des groupes de casseurs qui ne veulent rien d'autre que détruire ».

ET LE 7ÈME JOUR, LA GENZ NE SE REPOSA PAS...



Par
Aziz Boucetta

Le terme NEETs est évoqué pour essentialiser, abusivement, cette dernière catégorie, ajoutant une dose à la méfiance générale.

3/ Le pouvoir politique, dans une autre dimension. Il est décontenancé, dépassé, stressé, et il ne sait que faire. Le casting actuel au sein de la majorité ne brille pas par son audace, et son chef semble perdu au milieu de ce brouhaha populaire où sa personne est copieusement vilipendée. Il est celui par lequel la contestation est née et son sort, à défaut de lui-même, est à plaindre.

On ne peut que reconnaître à ce gouvernement son sens du non-sens. Hélé, houspillé, chahuté par les jeunes dans la rue, il a esquivé les institutions et s'est réuni, en alliance de la majorité, un machin que personne ne connaît et qui ne signifie rien sur le plan institutionnel. Et depuis, les membres du gouvernement se vêtissent de blanc (chemises ou jellabas), et ne s'affichent plus qu'à trois, c'est-à-dire les trois partis de la majorité. Les chefs de cette majorité refusent éhontément de s'exprimer directement dans les médias, à l'exception qui confirme la règle de Mehdi Bensaïd.

Au final, gouvernement et parlement se calfeutrent, ne disent rien ou bien n'importe quoi et, ce faisant, laissent les jeunes en confrontation directe avec les forces de l'ordre, créant ainsi un environnement très volatile. Et malsain, où des jeunes citoyens s'en prennent à des jeunes policiers/gendarmes alors que l'origine et la solution des maux de cette société sont au niveau gouvernemental. C'est tout simplement indécent !

4/ L'ingérence de l'étranger, réelle. C'est la nouvelle tendance mondiale, le monde numérique permettant à peu près tout de nos jours. Russes, Chinois, Américains, Européens, tout le monde intervient chez tout le monde, et le Sud n'est pas épargné. Au Maroc, depuis plusieurs mois, les attaques succèdent aux assauts, contre le palais, contre les sécuritaires, contre certaines personnalités connues, contre des organismes d'Etat... Les youtubeurs d'Europe et d'Amérique du Nord, mais du Maroc aussi, jettent de l'huile sur le feu, montrent des images d'affrontements de rue, en publient d'autres sorties de leur contexte... envenimant les choses. Et puis, comment expliquer ce curieux et mystérieux appel du jeudi 2 à Casablanca et Tanger à évacuer les lieux de travail et les écoles ?

Ce serait faire insulte à nos jeunes de prétendre qu'ils sont manipulés, mais ils sont très certainement infiltrés à leur insu. Il n'est qu'à voir certains statuts sur Discord, leur lieu de rassemblement numérique, pour s'en assurer.

5/ Et si on réfléchissait un peu... Ce que crient et contestent les jeunes GenZ212 depuis une semaine, le Maroc entier le dit depuis des années. Santé, éducation, corruption, népotisme et favoritisme, gouvernance... Le Maroc le dit depuis des années et le roi aussi : il a exhorté les politiques à œuvrer pour le pays plus que pour eux-mêmes, il a interpellé le gouvernement sur les jeunes, il a dénoncé le Maroc à deux vitesses, il a alerté sur les écarts territoriaux, il a chargé l'Intérieur de la question des subventions aux viandes, il a tancé les politiques pour se cacher derrière le palais quand cela va mal...

Depuis 2021, le Maroc vit sous une majorité aussi forte numériquement et légitime électoralement que faible et dépassée politiquement. Une alliance qui ne s'appuie sur aucune logique autre que le numérique, une addition d'élus que rien ne lie, et un chef du gouvernement non politique, ne sachant ni écouter le peuple ni prendre son pouls et encore moins lui parler ; quant à le rassurer... Quatre années de silence institutionnel avec une société qui bout ; quatre années où la fuite des cerveaux s'est accélérée et où ceux qui sont restés sont ceux qui n'ont pas réussi à partir !

Le Maroc avance... il avance vite mais mal. La société veut évoluer plus et mieux ; les jeunes piaffent d'impatience ; le roi a une vision ambitieuse du pays et audacieuse quant à sa place dans le monde. Mais le gouvernement bloque. Composé de technocrates de talent, de politiques de renom, de régaliens disciplinés, il aurait eu besoin d'un chef de gouvernement qui dirige et orchestre, parle et s'engage, assume et corrige. Un seul être vous manque...

6/ Et maintenant, qu'allons-nous faire ? Une intervention royale, seule à même de rassurer les GenZ212 et les autres, est possible, en vertu de l'article 42 de la constitution. Avant cela, les institutions ont cependant des leviers à actionner, mais leurs acteurs attendent une orientation quelconque, se décrédibilisant encore plus. Le peuple est dans la rue, les jeunes fulminent, les moins jeunes ruminent, les états-majors politiques remuent, les forces de l'ordre sont sous pression, la CAN approche et le monde regarde, qu'attendent donc les parlementaires pour répondre aux électeurs dont ils sont l'émanation ?

Ils ont là une occasion en or pour redorer le blason de la politique, pour interpeler le gouvernement, voire pour voter une motion de censure.

Le gouvernement Akhannouch ne peut durer ainsi. Il se maintient grâce à ses parlementaires, il se protège derrière les forces de l'ordre, il se réfugie derrière le palais. Le 29 juillet 2017, le roi disait ceci : « Quand le bilan se révèle positif, les partis, la classe politique et les responsables s'empressent d'occuper le devant de la scène pour engranger les bénéfices politiques et médiatiques des acquis réalisés. Mais, quand le bilan est décevant, on se retranche derrière le Palais Royal et on lui en impute la responsabilité. Voilà pourquoi les citoyens se plaignent, auprès du Roi, des administrations et des responsables qui font preuve de procrastination dans le règlement de leurs doléances et le traitement de leurs dossiers. Voilà pourquoi ils sollicitent Son intervention pour mener leurs affaires à bonne fin ».

**7ÈME
JOUR**











 @lodjmaroc

LA RENTRÉE POLITIQUE AU MAROC : DES MESURES FORTES SONT ATTENDUES.

La rentrée politique de cette année se déroule dans un contexte particulier et déterminant pour l'avenir de notre pays. C'est de la réponse qu'on apportera aux différentes problématiques que dépendra cet avenir à la fois proche et lointain. Une chose est sûre : les recettes d'antan ne sont plus de mise et les promesses dans l'air sont à bannir à jamais.

Cela a commencé avec les marches de protestation organisées tout au long de la période estivale dans plusieurs villes et communes du pays comme ce fut le cas à Azilal, Taounat... Ces mouvements relativement limités se présentaient comme un avertissement et un signal que quelque chose de grandiose allait se passer si rien ne sera fait.

Soucieux et attentif aux doléances de Son Peuple, le Roi a apporté une réponse sage et des pistes de solution dans Son Discours du trône du 29 juillet dernier en écartant un Maroc à deux vitesses et en invitant le gouvernement, et particulièrement le Ministère de l'Intérieur « à l'élaboration d'une nouvelle génération de programmes de développement territorial fondés sur la valorisation des spécificités locales, la consolidation de la régionalisation avancée et le principe de complémentarité et de solidarité entre les entités territoriales. »

Marcher sur les deux jambes.

Mais le problème n'est pas seulement d'ordre économique et d'une mauvaise allocation des ressources « rares » qui saute à l'œil, mais il est aussi, et fondamentalement, d'ordre politique et de mauvaise gouvernance. C'est cette dimension qui a mobilisé le plus la jeunesse marocaine se réclamant de « génération Z. 212 ». Outre les revendications portant sur une bonne éducation, une santé au bénéfice de tous les citoyens, un emploi décent, la question de la corruption et de la reddition des comptes a été centrale dans les revendications de cette jeunesse.

Bien sûr, ce mouvement bienvenu de jeunes, né à travers les réseaux sociaux, en marge des schémas classiques que nous avons connu jusqu'à présent, n'est pas propre au Maroc. Un certain nombre de pays de par le monde et particulièrement en Asie, sont passés par là. Ils ont même abouti à la dissolution des gouvernements en place.



Par
Najib Mikou

S'il y a un certain nombre de points communs à ces dynamiques sociétales, force est de constater que chaque pays a ses spécificités historiques et culturelles. Visiblement, les « Genzadiens » de chez nous ont bien saisi cette spécificité.

Du monde virtuel au monde réel.

Maintenant que ces braves jeunes, animés par un patriotisme sincère et un engagement citoyen exemplaire, ont transmis le message et créé effectivement l'évènement de la rentrée, doivent quitter le monde virtuel et l'anonymat pour travailler sur le terrain comme ils viennent de commencer à le faire. Ils auront plus de poids, soit en créant leur propre structure selon les lois en vigueur (tout en continuant à militer pour leur amélioration), soit en intégrant les structures déjà existantes en fonction de leur choix.

Il faut, cependant, saluer leur esprit d'imagination et de créativité en mettant en place un modèle de fonctionnement basé sur la « démocratie directe » et une structure horizontale où tout le monde est égal et où la notion de chef est totalement absente. Toutefois,

si ce « mode opératoire » est en parfaite adéquation dans un monde virtuel et un nombre relativement limité de participants, il ne peut être retenu comme modèle de gouverner dans la pratique. Du moins jusqu'à preuve du contraire. Dans tous les cas, ce mouvement de jeunes, auquel nous souhaitons beaucoup de courage et de persévérance pour ne pas s'essouffler, doit laisser des traces comme ce fut le cas du Mouvement du 20 février qui a abouti à une nouvelle constitution ayant mis le pays sur les rails de la démocratie, même si le train a dérayé.

Par conséquent, le pays doit saisir ce moment propice pour passer à une étape supérieure de son développement. Nous avons une chance inouïe d'avoir cette jeunesse laborieuse prête à contribuer au processus d'édification nationale. C'est elle qui sera aux commandes dans un proche avenir. Il faut lui donner les chances de faire son apprentissage. D'abord, en lui assurant un enseignement de qualité. Ensuite en lui garantissant un emploi décent dans lequel elle s'épanouira davantage en mettant ses talents et ses compétences au bénéfice du développement du pays. Enfin, il faut mettre en place une égalité des chances à l'accès aux responsabilités.



Réhabiliter le politique.

In fine, le problème est fondamentalement politique. Il porte un seul nom : la démocratie. Mais attention, ce terme ne se réduit pas à une opération purement « votative ». Car, ne l'oublions pas, une bonne partie des maux que nous vivons aujourd'hui revient à la mascarade électorale de 2021 ayant donné lieu à un parlement boiteux et un gouvernement affairiste.

Durant ces quatre années, nous n'avons enregistré que des reculs sur le plan démocratique et des entorses flagrantes de la Constitution de 2011 telles que l'impunité, le conflit d'intérêts, les faveurs injustes et injustifiées, la propagation de la corruption et de la prévarication à tous les stades de la vie... Même les réalisations économiques dont pourrait s'enorgueillir le gouvernement actuel sont diluées dans ce vaste océan d'injustices et de privations. Les équilibres macroéconomiques, indispensables certes, n'ont de sens que couplés aux équilibres sociaux.

Le pays doit marcher sur ses deux jambes :

l'économique et le social doivent aller de pair. Un taux de croissance quel qu'il soit n'a aucune importance si les fruits de cette croissance sont accaparés par une poignée de profiteurs. Cette économie de l'accaparement et ce capitalisme prédateur doivent absolument cesser. C'est la voie vers l'instauration de la confiance dans les institutions du pays et la réhabilitation du politique.

DONNÉES, RÉSEAUX SOCIAUX ET MOUVEMENT DE LA GÉNÉRATION Z AU MAROC : QUAND LE FLUX REMPLACE LE SENS

Le concept de « flood the zone with shit » désigne une stratégie de communication consistant à inonder l'espace public de messages et de contenus contradictoires afin de désorienter l'opinion et d'affaiblir la capacité critique des citoyens comme des médias.

L'idée est simple : saturer l'attention collective pour rendre toute analyse impossible. Peu importe la véracité ou la cohérence des faits ; ce qui compte, c'est d'occuper le terrain symbolique et de façonner la perception.

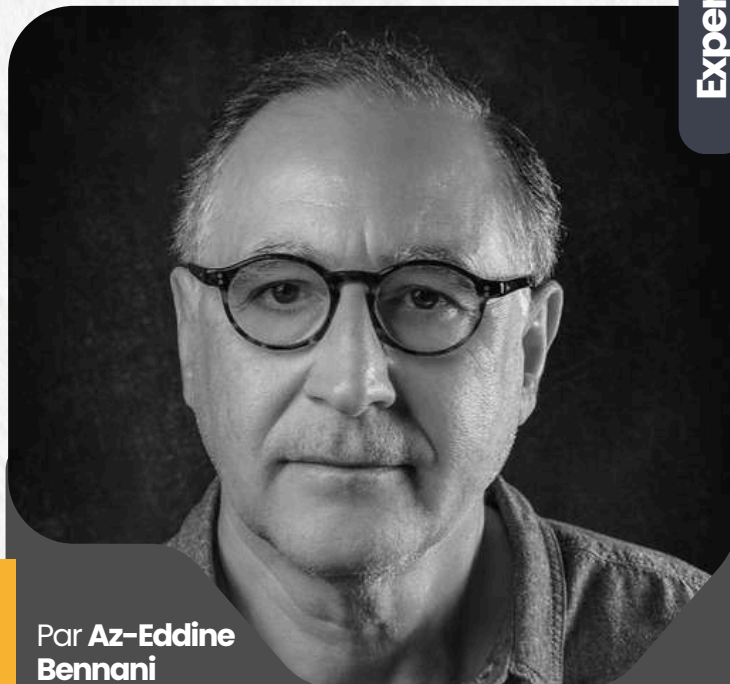
Ce modèle s'est désormais ancré au cœur de l'écosystème numérique mondial, porté par les réseaux sociaux, personnels comme professionnels.

Conçues pour maximiser l'engagement, ces plateformes récompensent la surenchère émotionnelle et la diffusion continue de contenus, favorisant une logique de saturation permanente. Or, il est essentiel de rappeler que ce qui circule sur ces réseaux n'est pas de l'information, mais une matière première composée de données hétérogènes : textes, images, vidéos, sons, réactions, fragments de conversations. Une donnée, en elle-même, n'a ni sens ni valeur décisionnelle.

Ce n'est que lorsqu'elle est interprétée, contextualisée et vérifiée, dans un cadre temporel et cognitif précis, qu'elle devient information, c'est-à-dire un savoir mobilisable pour comprendre ou agir. La confusion entre donnée brute et information interprétée produit aujourd'hui un emballement collectif, où l'émotion supplante la raison et où la vitesse du partage prime sur la compréhension du fond.

L'exemple du dernier mouvement de la génération Z au Maroc en offre une illustration frappante.

Porté par la spontanéité et la réactivité de cette jeunesse connectée, le mouvement a trouvé dans les réseaux sociaux un formidable amplificateur, mais aussi un miroir déformant. Des extraits, des images et des phrases isolées ont circulé à grande vitesse, souvent hors de leur contexte initial, transformant des éléments partiels en vérités perçues. Cette dynamique montre combien la matière numérique, sans médiation interprétative, peut alimenter à la fois l'indignation, la confusion et la récupération.



Par Az-Eddine Bennani

Même les réseaux dits « professionnels » n'échappent pas à ce phénomène. Sous couvert de débats d'idées, ils deviennent parfois des espaces d'influence et de communication instrumentalisée, où l'autopromotion et la mise en scène remplacent la réflexion collective. Le résultat est un environnement où tout semble urgent, mais où plus rien ne fait sens, car les cadres d'analyse s'effacent derrière le flux.

Face à cela, la réponse ne peut être purement technologique.

Elle doit être pédagogique, cognitive et culturelle. Il faut réhabiliter la lenteur, la vérification et le discernement ; former les jeunes générations à distinguer entre donnée et information ; promouvoir des espaces numériques où la qualité prime sur la quantité ; et replacer l'éducation informationnelle et la souveraineté cognitive au cœur des politiques publiques.

Car la souveraineté numérique n'a de sens que si elle s'appuie sur une souveraineté intellectuelle et culturelle, capable d'interpréter, de hiérarchiser et de comprendre avant d'agir. Le véritable enjeu n'est pas technologique : il est civilisationnel. Il s'agit d'apprendre à penser dans un monde saturé de données.

DÉBATS

WWW.PRESSPLUS.MA

L'ACTUALITÉ AU CŒUR DES ENJEUX MONDIAUX



www.pressplus.ma



SCAN ME!

LE BI-MENSUEL I-DÉBATS aborde une variété de sujets d'actualité, allant des tensions géopolitiques et diplomatiques décryptés par nos experts et chroniqueurs invités.

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC, PRESSPLUS VOUS APPORTE LE KIOSQUE DIRECTEMENT CHEZ VOUS

DRAPEAU AU SOMMET, INSTITUTIONS EN DÉSORDRE

Le 1^{er} octobre 2025, les jeunes du Royaume du Maroc ont fait vibrer la planète football. Plus fort que le Brésil, plus éclatant que jamais, notre drapeau a flotté au sommet.

Mais, dans le même temps, la rue marocaine grondait de colère, de frustration, d'attente. Ce contraste violent entre gloire sportive et désordre social interroge : comment un pays capable de rivaliser avec les plus grandes nations du monde sur un terrain peut-il laisser régner le chaos dans ses institutions, sa politique et son quotidien ?

L'histoire nous l'a appris : les victoires symboliques ne suffisent pas

Depuis l'indépendance en 1956, le Maroc a traversé des étapes historiques décisives :

1956 : l'indépendance a redonné au peuple sa dignité et son identité.

1975 : la Marche Verte a montré au monde une mobilisation populaire et royale sans équivalent, unissant la nation autour d'une cause juste.

1980-1990 : la crise sociale et les plans d'ajustement ont rappelé la fragilité des équilibres économiques.

1999 : l'avènement d'un nouveau règne a ouvert la voie à de grands chantiers : droits humains, infrastructures, développement humain.

2011 : dans le sillage du Printemps arabe, une réforme constitutionnelle a consacré de nouveaux droits, une reconnaissance de la voix citoyenne.

À chaque étape, le Maroc a montré qu'il savait se réinventer. Mais à chaque fois aussi, le peuple attendait plus que des symboles : il réclamait des réformes profondes, une gouvernance exemplaire, et la fin des privilèges opaques.

La victoire de 2025, un miroir déformant

Briller sur un stade mondial n'efface pas les fissures intérieures :

- Des élus déconnectés qui, souvent, ne représentent plus réellement leurs électeurs.
- Des pratiques opaques dans certains secteurs
- santé, justice, enseignement, administration
- qui minent la confiance.



Par
**Anwar
CHERKAoui**

Une jeunesse, notamment la génération Z, qui refuse d'être spectatrice, qui demande sa place dans la décision publique.

- Une classe politique marquée par la rente et l'entre-soi, alors que le peuple appelle à la transparence, à la compétence, et à l'éthique.

**Ce contraste fait mal :
au moment même où le
Maroc rayonne à
l'international, il vacille
de l'intérieur.**

Leçons de l'histoire : le peuple, quand il est écouté, devient une force
En 1956, en 1975, en 2011, c'est parce que l'État a su entendre les doléances du peuple que le Maroc a avancé. Aujourd'hui, l'histoire se répète :

- Écouter la rue n'est pas un signe de faiblesse, c'est un acte de force et de sagesse.
- Dialoguer avec la génération Z est une nécessité : ce sont eux qui porteront le Maroc de 2030 et, ce sont eux qui refuseront les demi-mesures et l'opacité.
- Nettoyer la vie politique est vital : sans élus dignes et responsables, le contrat social se fissure.

Une nouvelle révolution du Roi et du peuple

Il ne s'agit pas d'une révolution de rues en flammes. Il s'agit d'un renouveau national, pacifique et structuré, dans l'esprit de la Marche Verte et de la Constitution de 2011 :

Une révolution de transparence :

chaque dirham public doit être tracé, chaque responsable doit rendre compte.

Une révolution de dignité : le citoyen malade, le jeune chômeur, l'enseignant, l'ouvrier doivent sentir que leur pays les protège.

Une révolution de confiance : rétablir le lien entre gouvernants et gouvernés, pour que l'élu soit réellement la voix de ceux qui l'ont mandaté.

L'heure est grave

Le Maroc ne peut se contenter d'être une nation qui brille seulement par ses victoires de football.

Nous avons la capacité de rivaliser avec la lune, mais à condition d'oser un grand ménage, de protéger notre jeunesse, et de neutraliser ceux qui veulent du mal à notre Royaume.

En ce 1^{er} octobre 2025, nous avons gagné un match historique. Mais l'histoire qui compte le plus reste à écrire : celle d'un Maroc transparent, juste, écoutant son peuple, et réconcilié avec lui-même.

C'est cette nouvelle révolution du Roi et du peuple qui donnera tout son sens à nos victoires, sur et en dehors des terrains.



METTRE EN PLACE DES SYSTÈMES DE GESTION DU FEED-BACK POUR FACILITER L'ACCÈS AUX SOINS

Les mobilisations de la Génération Z, même désordonnées, révèlent avant tout une exigence légitime: ces jeunes veulent être entendus face aux défaillances du système de santé. En faire un levier de réforme, plutôt qu'un motif de confrontation, suppose d'instaurer de véritables mécanismes d'écoute, de réponse et d'action rapide.

Les protestations de la Génération Z face aux problèmes de santé publique doivent être considérées comme un feed-back populaire qu'il convient de savoir exploiter pour améliorer la gestion des difficultés du système de santé au Maroc.

Certes, ce feed-back est souvent spontané, désordonné et parfois excessif, mais il demeure sauf lorsqu'il dégénère en violence, ce qui est condamnable comme dans le cas des troubles à Oujda, Inzegane et ailleurs une source d'information inestimable pour traiter les véritables enjeux liés à l'accès abordable et rapide aux services de santé..

L'essentiel est de canaliser ce feed-back, de l'organiser et de l'utiliser afin d'améliorer l'accès aux soins. Or, le principe fondamental de toute gestion par le feed-back repose sur l'interaction. Il faut mettre en place un système qui permette aux citoyens d'exprimer leurs opinions, doléances et frustrations, et d'obtenir une réponse en temps réel. Les malades, déjà en souffrance, et leurs familles, plongées dans la douleur, ne peuvent pas attendre. La réponse doit être immédiate, la solution trouvée sur-le-champ. Et, en l'absence de solution immédiate, une communication claire proposant une alternative acceptable et réaliste doit être assurée.

Le deuxième principe est la multiplicité des canaux de feed-back.

Les citoyens doivent pouvoir s'exprimer directement au sein de l'hôpital auprès de comités dédiés, mais aussi par téléphone, via des plateformes numériques ou même par des solutions simples comme WhatsApp. L'essentiel est que le citoyen dispose de plusieurs moyens pour faire entendre sa voix. Un système efficace se mesure d'ailleurs au fait qu'il soit inondé de plaintes et de réclamations: plus les citoyens constatent qu'il fonctionne, plus ils l'utilisent, et plus les responsables disposent d'informations concrètes sur lesquelles agir pour améliorer l'accès aux soins.



Par **Lahcen Haddad**

Le troisième principe est le retour vers le citoyen.

Si l'on ne boucle pas la boucle en revenant rapidement vers le citoyen, on risque de le décourager et de rendre le système inefficace. Le malade ne doit pas attendre: il faut traiter d'urgence. Le retour doit donc intervenir dans un délai court et raisonnable, apporter une solution ou une alternative, et être convaincant.

L'indicateur clé doit être la réduction progressive du temps d'attente. L'objectif est clair: admettre le malade et le prendre en charge immédiatement après son arrivée à l'hôpital, surtout dans les cas urgents.

Si une orientation vers un autre hôpital est nécessaire, il ne suffit pas de renvoyer le patient: il faut lui fixer un rendez-vous, lui donner le nom ainsi que le numéro de téléphone du professionnel de santé qui le recevra. On ne peut pas inonder les hôpitaux provinciaux et les CHU sans s'assurer au préalable de la disponibilité de places et de personnel à l'autre bout du système.

Il existe, certes, des problèmes systémiques qu'il faut gérer avec rigueur et discipline. La fuite des médecins vers le privé affaiblit considérablement le système public. Le secteur privé, qui bénéficie de la généralisation de la couverture médicale, continue de pratiquer une politique prohibitive du «noir», tout en drainant les ressources humaines du secteur public. Une régulation ferme et des incitations équilibrées s'imposent pour limiter cette hémorragie.

Le manque de médicaments doit également être mieux maîtrisé grâce à une politique digitalisée de suivi, de contrôle et de gestion des stocks, afin de garantir une disponibilité continue. Les pannes successives des équipements médicaux ne peuvent plus être tolérées: il faut mettre en place un système de maintenance et de réparation immédiate, au lieu de laisser les machines inutilisables des semaines, voire des mois.

«Le système de gestion par le feed-back ne doit pas être perçu comme un simple outil de communication, mais comme un instrument de gouvernance destiné à mieux gérer les problèmes. Il doit identifier les failles et les corriger dans des délais raisonnables.»

La sous-utilisation des structures de santé de proximité doit, elle aussi, être corrigée par une meilleure accessibilité, une présence médicale régulière, la disponibilité des médicaments et des équipements adaptés. Enfin, la pénurie de médecins constitue un défi majeur. La formation actuelle reste insuffisante et l'exode vers l'Europe prive le pays de compétences vitales. Il est donc urgent de mettre en place un plan ambitieux combinant formation accrue, redéploiement équilibré et gestion stratégique des ressources humaines en santé. Néanmoins, hormis les problèmes systémiques, on peut venir à bout d'une grande partie des difficultés liées à l'attente, aux encombrements, à la perte des malades et à la frustration des familles en mettant en place un système de gestion du feed-back.

Il suffirait de créer, dans chaque hôpital, des comités permanents fonctionnant 24 heures sur 24.

Ces comités seraient composés d'un responsable de l'administration, d'un personnel soignant, et d'un représentant de la société civile, d'un élu et d'une autorité locale. Leur mission serait de recevoir les doléances, d'enregistrer les plaintes, de les canaliser et de revenir vers la population avec une information claire dans un délai raisonnable. Une équipe dédiée pourrait également être chargée de recevoir les appels téléphoniques ou les messages via WhatsApp et de trouver rapidement des solutions avant de répondre aux malades ou à leurs familles.

Lorsque les patients ou leurs proches ne sont pas satisfaits, ils pourraient s'adresser aux comités provinciaux, composés du délégué médical, d'un représentant du gouverneur et un représentant du conseil provincial. Ces comités auraient pour rôle d'intervenir rapidement, en consultation avec les équipes médicales locales, afin de répondre aux citoyens. L'objectif ne serait pas de sanctionner, mais bien de trouver des solutions concrètes, y compris en s'appuyant sur le secteur privé si nécessaire.

Un numéro national (hotline) devrait également être mis en place, renvoyant vers un comité central installé au niveau du cabinet du ministre et comprenant des représentants de toutes les directions concernées, du ministère de l'Intérieur et d'autres départements. Ce comité national traiterait les appels non satisfaits aux niveaux inférieurs, avec pour mission une intervention rapide et des solutions adaptées aux doléances des citoyens.

Il est vrai que ces comités et hotlines risquent d'être inondés au début, mais une fois le système huilé, les choses se stabiliseront.

Le système de gestion par le feed-back ne doit pas être perçu comme un simple outil de communication, mais comme un instrument de gouvernance destiné à mieux gérer les problèmes. Il doit identifier les failles et les corriger dans des délais raisonnables.

C'est pourquoi il est essentiel de documenter l'ensemble du processus, afin d'identifier les failles récurrentes et de décider si elles relèvent de problèmes systémiques nécessitant une réforme structurelle. L'essentiel est de construire un système simple et efficace, de l'améliorer progressivement et, surtout, de canaliser la frustration des citoyens pour la transformer en une source d'information précieuse qui permette de mieux gérer l'accès aux soins et d'améliorer la santé publique. Gérer la santé par le feed-back, c'est transformer la colère en solutions et la frustration en gouvernance.



ATTENTION À L'INSTRUMENTALISATION : LE POUVOIR DES RÉSEAUX SOCIAUX À TRAVERS LES GÉNÉRATIONS

Des outils de lien devenus des espaces de pouvoir :

Les réseaux sociaux se sont imposés comme des infrastructures centrales de nos vies. Ils ne sont pas seulement des outils de communication : ils façonnent nos représentations, nos comportements et nos identités. Chaque génération s'y engage différemment, mais toutes doivent affronter une même réalité : les réseaux sociaux portent en eux une puissance ambivalente, à la fois porteuse de savoir et de culture, mais aussi capable d'instrumentaliser et de fragiliser.

Des Millennials aux Alphas : la sociabilité numérique

À partir des Millennials, la sociabilité numérique devient naturelle. Cette génération a grandi avec Facebook, Twitter ou Instagram, transformant les réseaux en lieux de socialisation, d'apprentissage et même de professionnalisation.

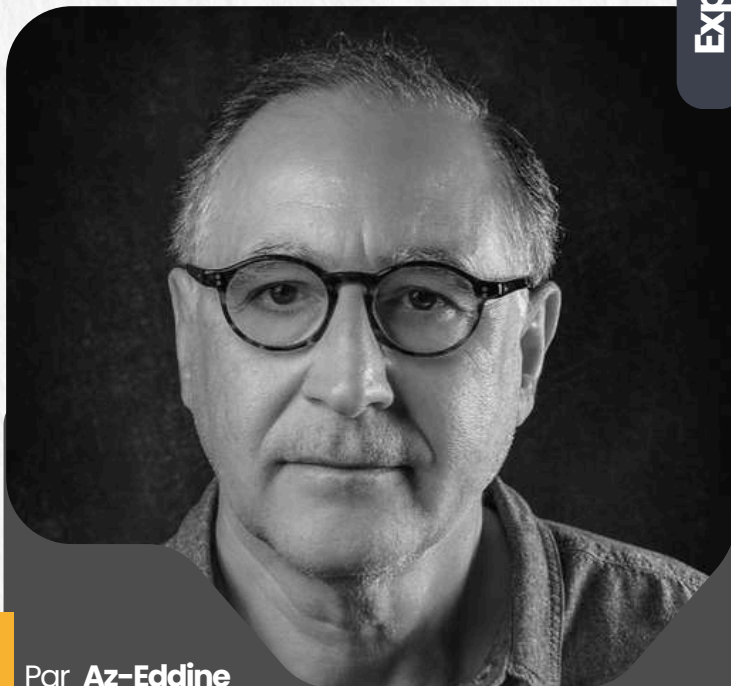
La Génération Z, née dans l'ère des vidéos courtes et du temps réel, utilise TikTok, Snapchat et YouTube pour s'exprimer, se former, militer, mais aussi pour s'exposer à une influence permanente.

La Génération Alpha, quant à elle, grandit déjà dans un monde où réseaux, réalité augmentée et intelligence artificielle se mêlent. Pour ces enfants, les réseaux deviennent des environnements immersifs, presque indissociables de l'éducation, des loisirs et des relations humaines.

Entre partage et instrumentalisation

Pour ces générations connectées, les réseaux sociaux représentent un formidable levier d'instruction, de partage, de culture et de créativité. Ils permettent de se former, d'échanger avec le monde, de défendre des causes et d'exprimer ses talents.

Mais ce pouvoir s'accompagne d'un revers : certains acteurs malveillants instrumentalisent ces espaces pour manipuler, inciter à des comportements négatifs, non productifs, voire destructeurs. Derrière l'apparente liberté d'expression se cache parfois une stratégie d'influence, de division et même une véritable politique de terre brûlée visant à affaiblir les individus et les communautés.



Par **Az-Eddine Bennani**

La vigilance et le respect de la loi

Il ne faut jamais oublier que les réseaux sociaux ne sont pas neutres. Ils véhiculent l'intention de ceux qui les animent. C'est pourquoi, quelle que soit la génération, quel que soit l'âge, la vigilance s'impose.

Mais la vigilance individuelle ne suffit pas. L'usage des réseaux doit aussi s'inscrire dans un cadre collectif et juridique clair. Le respect de la loi est essentiel : il protège contre les abus, encadre la liberté d'expression et garantit que ces espaces numériques ne deviennent pas des zones de non-droit.

Pour une culture numérique responsable

Le défi de demain n'est pas seulement technique, il est éthique, culturel et juridique. La responsabilité incombe à chacun d'entre nous : transformer les réseaux sociaux en des espaces de savoir, de solidarité et de créativité, plutôt que de céder à la manipulation et à la destructivité. Car le véritable pouvoir des réseaux sociaux ne réside pas dans leurs algorithmes, mais dans l'usage conscient, respectueux et responsable que nous choisissons d'en faire.

L'ODJ

L'OPINION DES JEUNES



SCAN ME!

**REJOIGNEZ NOTRE CHAÎNE WHATSAPP
POUR NE RIEN RATER DE L'ACTUALITÉ !**

LE COMLOTISME... POUR COMPRENDRE CE QUI SE PASSE AU MAROC.

Le Maroc traverse une séquence si étrange qu'il semble désormais impossible de la comprendre sans convoquer un soupçon de complotisme. Tout se déroule comme dans un paradoxe permanent : la croissance est là, les réformes avancent, la stabilité macroéconomique est saluée par les agences internationales, la diplomatie du Royaume brille à l'international, et pourtant le pays s'enfonce dans une atmosphère de tension diffuse, d'inquiétude sociale et de colère juvénile.

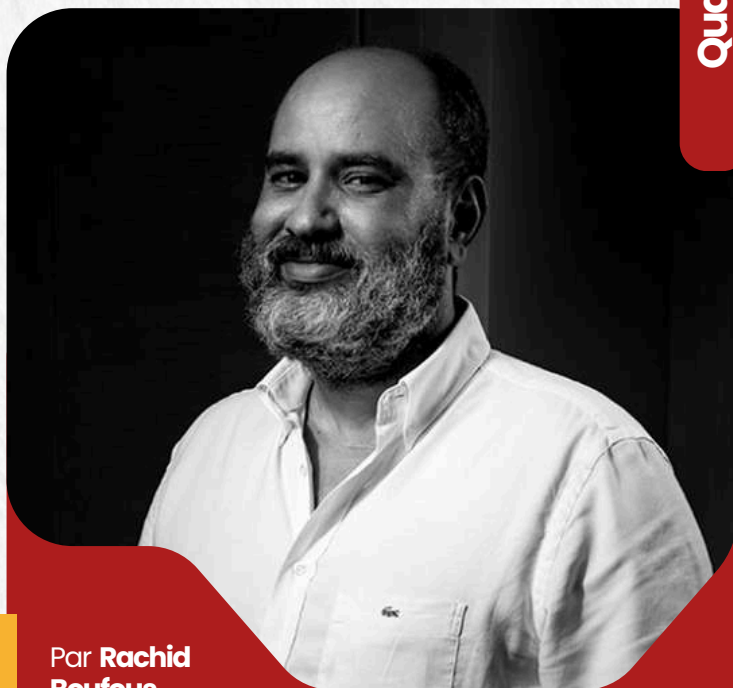
Comment expliquer que, malgré les bons chiffres, les rues s'embrasent, les vitrines volent en éclats, les slogans s'enflamment, et qu'une génération entière, connectée, instruite et surtout lucide dise ne plus croire à rien ? C'est cette contradiction qui nourrit aujourd'hui la tentation du récit caché. Quand tout raisonnement rationnel échoue à décrire ce que l'on vit, alors il faut bien imaginer qu'il existe, quelque part, des forces invisibles qui tirent les ficelles.

Les économistes répètent que les fondamentaux du pays sont solides :

Rachid BOUFOUS

Inflation maîtrisée, retour de la pluie, reprise agricole, investissements chinois et européens en hausse, retour à la notation "investment grade" selon Standard & Poor's. Tout cela est vrai, objectivement. Mais ce qui ne s'explique pas, c'est la disjonction entre ces chiffres rassurants et la colère des jeunes Marocains. C'est l'écart entre un Maroc institutionnel triomphant et un Maroc social qui se délite. Cet écart devient si grand qu'il ouvre la porte à l'imaginaire du complot. Car lorsque les données officielles semblent nier l'expérience vécue, les esprits cherchent ailleurs des causes cachées et trouvent dans les récits d'ingérence, de manipulation ou de déstabilisation une cohérence qu'aucun discours officiel n'offre plus.

Ce climat est d'autant plus propice à la dérive que le Maroc n'est pas seul. Partout dans le monde, la génération Z se lève, de Santiago à Tbilissi, de Manille à Marrakech en passant par le Népal, Madagascar ou l'Indonésie, avec les mêmes gestes, les mêmes mots, les mêmes plateformes. Discord,



Par **Rachid Boufous**

Telegram, Reddit ou Instagram sont devenus les agora modernes de ces mouvements globaux : des espaces sans leader identifiable, sans hiérarchie, où l'indignation s'organise avec l'efficacité d'un algorithme.

En quelques jours, le serveur marocain "GenZ212" a réuni plus de 180.000 membres, un chiffre vertigineux pour un mouvement né dans l'anonymat complet. D'où viennent ces moyens techniques ? Qui administre une telle plateforme ? Comment un simple groupe d'étudiants aurait-il pu mettre sur pied, en quelques jours, un réseau aussi vaste, protégé des intrusions et capable de relayer simultanément des mots d'ordre à travers tout le pays ? Ce mystère technique a suffi à enflammer les imaginations : derrière le jeune internaute marocain, certains croient deviner des stratèges, des ONG étrangères, voire des agences de renseignement.

Les noms reviennent : Open Society Foundations de George Soros, USAID, Freedom House... ces institutions accusées depuis deux décennies d'avoir soutenu, ou du moins accompagné, les "révolutions colorées" d'Europe de l'Est. Dans la mémoire collective, elles incarnent ce mélange d'idéalisme et d'ingérence, d'humanisme affiché et de stratégie géopolitique. Le scénario est bien connu : encourager la société civile, financer des programmes de jeunesse, promouvoir la transparence, puis, à un moment critique, faire basculer l'opinion contre le pouvoir en place.

La Biélorussie, la Géorgie, la Roumanie, l'Ukraine, la Serbie... partout, on retrouve les mêmes schémas de soulèvements soudains, coordonnés par les réseaux sociaux, relayés par des diasporas actives et des médias bienveillants. Faut-il en déduire que le Maroc vit, à son tour, une tentative de "révolution colorée" ? La question circule, troublante.

D'autant que le contexte géopolitique s'y prête. Rabat s'est affirmé ces dernières années comme un acteur stratégique du nouvel échiquier africain : un pied dans le Maghreb, un autre dans le Sahel, et les deux bras tendus vers l'Atlantique. Le gazoduc Nigeria-Maroc, l'Initiative atlantique, la diplomatie religieuse, la coopération sécuritaire avec les pays sahéliens, tout cela repositionne le Royaume comme un centre de gravité régional.

Mais cette autonomie nouvelle, cette capacité à agir sans alignement exclusif, dérange certains équilibres anciens. L'intensification des relations économiques et politiques avec la Chine, la Russie et plusieurs pays d'Afrique anglophone suscite, chez certains partenaires occidentaux, une crispation latente. Alors, l'hypothèse surgit : et si le Maroc payait, aujourd'hui, le prix de son indépendance stratégique ? Et si la déstabilisation numérique n'était qu'un signal envoyé à Rabat pour lui rappeler où sont les lignes rouges ?

Dans cette grille de lecture, tout s'emboîte : l'étrange efficacité des hashtags, la soudaineté de la mobilisation, la coordination de la communication en ligne, les relais à l'étranger, notamment en Europe, où des figures de la dissidence numérique marocaine, comme le rappeur Al Haqed, réfugié en Belgique que l'on soupçonne fortement d'être à l'origine du mouvement GenZ212.

Le mouvement Al Adl wa al Ihssane, longtemps discret, conserve à l'étranger des relais solides, parfois proches de ces milieux militants et notamment d'Al Haqed, Hajar Raissouni et d'autres, si l'on recoupe les pages suivies par la page GenZ212 sur la plateforme X. Les flux financiers opaques via les cryptomonnaies...

Tout cela semble cohérent, trop cohérent peut-être, pour n'être qu'un hasard.

Mais le complotisme, s'il séduit, simplifie.

Il transforme la complexité du réel en scénario de cinéma. Il fait du désordre un plan, de la confusion une logique, du mal-être une stratégie. Et pourtant, il dit quelque chose de vrai : la perte totale de confiance. Quand la parole officielle ne convainc plus, quand les chiffres rassurent mais que la vie dément, quand la jeunesse n'a plus foi ni dans l'État ni dans l'opposition, le complot devient la seule explication qui donne sens à l'absurde. Il est la mythologie moderne des peuples désorientés.

Ce qui se passe au Maroc n'est sans doute pas une "révolution colorée", mais une mutation silencieuse. Une génération née dans le numérique découvre sa propre force et son propre vide. Elle parle à des algorithmes plus qu'à des dirigeants, elle se mobilise sans parti, sans idéologie, sans chef, mais avec une rage lucide. Les États, eux, n'ont pas encore trouvé le langage pour lui répondre. C'est dans ce décalage que naissent les théories du complot : comme des tentatives désespérées d'organiser le chaos. Et tant que la politique n'offrira pas un récit crédible, cette zone d'ombre sera occupée par d'autres, par les prophètes du soupçon, les ingénieurs de l'émotion et les faiseurs de mystère.

Au fond, le complotisme n'explique rien, mais il révèle tout : la peur du vide, l'absence de confiance, et la fracture d'un pays entre la réussite statistique et le désarroi humain. Entre ce que disent les chiffres et ce que ressentent les gens. Entre la lumière des indicateurs et la nuit des consciences. Et tant que cet écart persistera, les Marocains auront le sentiment d'être les acteurs d'un scénario écrit ailleurs.



LA PARANOÏA DE CITIZEN KANE OU LA FIN POLITIQUE D'AZIZ AKHENNOUCH

La chute politique ne vient jamais d'un seul faux pas. Elle procède d'une suite d'erreurs, de signaux ignorés, de colères mal lues. Aziz Akhennouch, homme d'affaires devenu Premier ministre, a confondu la gouvernance d'un pays avec la direction d'un conglomérat. L'exercice du pouvoir exige autre chose qu'une rationalité comptable : il réclame une écoute, une empathie, une conscience du moment. Or, c'est précisément ce qui a manqué. Trois fautes majeures auront scellé son destin politique.

La première, c'est l'arrogance de la majorité absolue.

Akhennouch a cru qu'un Parlement acquis, des mairies contrôlées, des régions verrouillées suffiraient à gouverner un pays. En réalité, cette homogénéité du pouvoir a produit un effet inverse : elle a privé le Maroc de débats, d'équilibres et de respiration démocratique. En écartant la contradiction, en verrouillant les plateaux de télévision, en refusant toute confrontation d'idées, le chef du gouvernement a confondu l'unanimité de façade avec la légitimité populaire. Ce fut la faute originelle. Car un gouvernement sans opposition audible devient sourd. Et la surdité, en politique, est le premier signe de déclin.

La deuxième erreur, plus insidieuse, fut la déconnexion.

Akhennouch a vécu ces derniers mois comme un monarque d'entreprise, entouré de chiffres et de bilans, mais coupé du réel. Les colères de la jeunesse, les angoisses des familles, les appels à la dignité ont glissé sur un pouvoir qui ne sait plus écouter. Les mouvements du 27 et 28 septembre l'ont démontré : la rue n'a plus peur, mais elle n'est plus entendue non plus.

Au lieu d'y voir un signal, le gouvernement y a vu une menace. Or, gouverner, ce n'est pas sécuriser, c'est comprendre. Le Maroc d'aujourd'hui n'est pas celui des années 2000 : il est plus connecté, plus lucide, plus impatient. L'ère du pouvoir vertical est terminée. Et Akhennouch ne l'a pas vu venir.

La troisième erreur est psychologique.

Elle tient à une forme de paranoïa du pouvoir, comparable à celle de Charles Foster Kane dans le film d'Orson Welles. Comme le magnat solitaire de Citizen Kane, Akhennouch a cru que l'image,



Par
Rachid Boufous

la communication et la maîtrise du récit suffiraient à gouverner. Il a bâti des écrans, des slogans, des publicités, mais le réel finit toujours par fissurer le miroir.

Derrière le storytelling, le Maroc a vu la hausse des prix, la dégradation des services publics, la fuite des jeunes talents, et surtout, un sentiment d'abandon. Plus le gouvernement contrôlait sa communication, plus il perdait sa crédibilité. Plus il se fermait, plus il s'isolait. La paranoïa du contrôle total a engendré une perte de confiance totale.

Ainsi s'écrit la fin politique d'Aziz Akhennouch :

Non pas comme une chute brutale, mais comme un lent effacement. Les erreurs de stratégie, de perception et de psychologie ont formé un cercle vicieux où l'autorité se délite sans qu'elle s'en rende compte. Le Premier ministre aurait pu être le réformateur du Maroc post-pandémique, celui qui redonne souffle à la classe moyenne, confiance à la jeunesse, vision au pays. Il aura été, au contraire, le symbole d'un pouvoir qui s'écoute parler pendant que le peuple s'éteint. Et comme dans Citizen Kane, il restera, dans la mémoire politique, une image poignante : celle d'un homme qui possédait tout sauf l'essentiel : la capacité d'entendre le murmure du peuple.

LODJ

خليفة JEUNE



www.lodj.ma



SCAN ME

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE L'OPINION DES JEUNES

POLITIQUE, ÉCONOMIE, SANTÉ, SPORT, CULTURE, LIFESTYLE, DIGITAL, AUTO-MOTO
ÉMISSION WEB TV, PODCASTS, REPORTAGE, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS

DÉCLARATION DE KHALID EL QUANDILI À LA JEUNESSE MAROCAINE

Je m'adresse à vous en tant qu'homme de terrain. Pendant plus de trente ans, j'ai travaillé dans les quartiers populaires de France aux côtés de jeunes en difficulté. J'ai vu la tension, la colère, la rupture... mais j'ai aussi constaté qu'avec l'écoute, la confiance et le respect, on peut transformer une société.

Ce travail a été reconnu par les présidents Mitterrand, Chirac, Sarkozy et Hollande. Lors de son dernier voyage au Maroc, le Président Macron a salué mon parcours. Mais ma véritable reconnaissance, je la dois à mon pays.

Feu Sa Majesté Hassan II – que Dieu ait Son âme – m'avait ouvert Ses portes et encouragé à agir pour la jeunesse marocaine à l'étranger. Avant lui encore, le Prince Héritier d'alors – notre Souverain aujourd'hui, Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L'Assiste – m'avait permis de réaliser mon rêve de champion : remettre en jeu mon titre mondial de full contact à Rabat en 1989. Ce fut l'un des plus beaux souvenirs de ma vie, et une immense fierté pour mes parents.

Si je prends aujourd'hui la parole, ce n'est pas pour évoquer mon passé, mais pour mettre cette expérience au service de mon pays, le Maroc.

Car face à la situation de notre jeunesse, je ne peux pas détourner le regard. J'ai connu ce genre de tensions, je sais jusqu'où elles peuvent mener – et je considère qu'il est de mon devoir de transmettre mon expérience.

Je propose donc une piste : la création d'un Comité National de Consultation de la Jeunesse, placé sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI – que Dieu L'Assiste. Il serait composé d'hommes et de femmes de bonne volonté, issus de la société civile, sans étiquette politique. Ce comité, formé d'une dizaine de personnalités bénévoles, ira à la rencontre de la jeunesse dans toutes les régions du Royaume. Vingt villes, vingt étapes de dialogue ouvertes à tous : étudiants, apprentis, ouvriers, diplômés sans emploi, artistes, sportifs, entrepreneurs – jeunes des milieux ruraux comme urbains.

Le Comité viendra sans jugement, sans promesse, simplement pour écouter : écouter les priorités, les propositions, mais aussi les colères – car elles sont légitimes lorsqu'elles s'expriment dans la dignité.



Par
**Khalid El
Quandili**

À l'issue de cette tournée, un Livre Blanc de la Jeunesse Marocaine sera rédigé avec des recommandations concrètes. Ce document ne devra pas être symbolique : il sera remis officiellement à Sa Majesté, afin que Ses Hautes Orientations puissent inspirer les décisions du gouvernement.

Je le dis avec force : ce n'est pas le moment de se diviser ou de s'affronter. Ce n'est pas le moment d'opposer les jeunes à l'État. La seule voie possible, c'est celle du dialogue national et de la confiance retrouvée.

Je tends la main à nos responsables, pour qu'ils accueillent positivement cette initiative. Je tends la main aux jeunes, pour qu'ils fassent entendre leurs idées – pas seulement leur colère. Et je tends la main aux institutions, associations, universités, clubs sportifs et maisons de jeunes, pour accueillir ce mouvement d'écoute avec bienveillance.

Je ne suis pas un politicien. Je ne cherche ni poste ni lumière. Je suis un homme de paix, un serviteur de la cohésion sociale, qui aime son pays et son Roi.

Que vive notre jeunesse.

Que vive notre Royaume.

Que vive Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

WEB RADIO DES MAROCAINS DU MONDE

ويب راديو مغاربة العالم

+750.000 AUDITEURS PAR MOIS | ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIC

L'edj
R212

DISPONIBLE SUR
Google Play



SCAN ME!

LE "MOMENT KODAK" DE LA POLITIQUE MAROCAINE

Il fut un temps où l'entreprise Kodak dominait le monde. Elle détenait 90 % du marché de la pellicule, employait des dizaines de milliers de personnes, et incarnait la réussite industrielle américaine. Pourtant, au moment précis où elle inventa l'appareil photo numérique, elle refusa d'y croire. Prisonnière de son propre succès, elle ignora les signaux du changement, persuadée que rien ne viendrait menacer son modèle. Quelques années plus tard, Kodak s'effondra, balayée par la révolution qu'elle avait elle-même engendrée.

Ce "moment Kodak", l'instant où une institution, aveuglée par ses habitudes, se fige face à un monde qui change, le Maroc politique le vit aujourd'hui.

Les partis, les institutions représentatives, et une bonne partie de l'élite administrative se comportent comme si le pays de 2025 était encore celui de 1999 : même langage, mêmes réflexes, mêmes discours sur "la stabilité", "les réformes en cours", "l'écoute des citoyens". Pendant ce temps, le pays réel, lui, change à une vitesse vertigineuse : les jeunes s'informent sur TikTok, débattent sur Reddit, s'indignent sur Instagram, et construisent leurs propres récits, indépendamment des canaux officiels.

Le "moment Kodak" du Maroc, c'est cette incapacité du politique à lire la nouvelle image du pays. Comme Kodak, il possède encore ses structures, ses cadres, ses appareils, mais il a perdu le film, c'est-à-dire la capacité à capter la lumière du réel. La politique marocaine continue de parler à une société qui n'existe plus. Elle s'adresse à un peuple abstrait, à une jeunesse qu'elle décrit mais ne comprend pas, à des citoyens qu'elle veut encadrer au lieu de convaincre.

Le mouvement GenZ212 l'a montré de manière éclatante :

Un appel lancé sur les réseaux a mobilisé des milliers de jeunes sans parti, sans encadrement, sans idéologie structurée, mais avec une conscience aiguë d'injustice.



Par
**Rachid
Boufous**

Ce fut un choc pour l'appareil politique, habitué à contrôler le tempo. Or, comme Kodak, les acteurs traditionnels ont réagi avec déni : minimiser, réprimer, commenter, sans jamais regarder en face la nouveauté du phénomène.

Le danger du "moment Kodak" n'est pas dans l'effondrement immédiat : il réside dans la lente érosion du sens. La confiance disparaît, les institutions se vident de leur légitimité, la représentation devient décorative. Le politique continue d'imprimer des promesses dans un monde numérique, croyant que la pellicule de la légitimité ne se périmerait jamais. Mais elle est déjà effacée.

Le Maroc traverse une mutation silencieuse : démographique, culturelle, technologique, morale.

Le pouvoir (gouvernement), s'il ne veut pas finir comme Kodak, doit accepter de se réinventer, de numériser sa relation au peuple, non pas au sens technologique, mais au sens existentiel. Il doit cesser de gérer et commencer à écouter, cesser de communiquer et recommencer à comprendre. Kodak n'a pas échoué faute de moyens, mais faute de courage. Le Maroc politique n'en manque pas non plus, mais il manque d'imagination. Or, l'histoire est cruelle avec ceux qui ne savent pas se transformer : elle les archive. Et le peuple, lui, n'attend pas, il capture déjà d'autres images.



SCAN ME!

ويب راديو مغاربة العالم
WEB RADIO
DES MAROCAINS
DU MONDE

+750.000 AUDITEURS PAR MOIS | ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIC

LA POLITIQUE SANS MASQUE : LES JEUNES VEULENT LA VÉRITÉ AVANT LES TITRES

La vérité avant le poste :

Aujourd'hui, ni le titre ni la fonction ne suffisent pour gagner le respect des citoyens, et surtout pas celui des jeunes. Ce qui les intéresse, c'est la sincérité, la crédibilité et les résultats concrets. Ils veulent des responsables qui affrontent la réalité directement, sans se cacher derrière les protocoles ou les discours creux.

Présence directe et argumentation solide

Nizar Baraka incarne ce modèle : il dialogue directement avec les jeunes, utilise les chiffres et les faits plutôt que les justifications vagues, et place l'intérêt national au-dessus de tout. Ce n'est pas de la gesticulation, mais une pratique politique concrète qui montre que la politique peut être honnête et efficace, et qu'un dirigeant peut être proche de la population, attentif à ses préoccupations et capable d'y répondre.



Reconstruire la confiance : l'unique enjeu pour l'avenir

Les jeunes veulent sentir que leur voix compte et que leur engagement est pris en considération. La confiance ne se construit pas avec des slogans, mais par la clarté, l'action tangible et le courage face aux défis. Aujourd'hui, la politique exige un engagement réel, des solutions applicables et un langage direct, ancré dans le réel plutôt que dans la rhétorique vide.

Une politique au service de l'intérêt national

Nizar Baraka ne représente pas seulement un acteur politique, mais une expérience de reconstruction du lien de confiance entre l'État et les citoyens, un exemple que la politique sincère n'est pas un luxe mais une nécessité nationale. L'avenir commence par la transparence, l'action concrète et l'engagement au service du pays sans compromis sur les principes.

Rédigé par **La rédaction**

L'ISTIQLAL FACE À LA CRISE DE CONFIANCE : UN RÔLE HISTORIQUE À ASSUMER AUPRÈS DE LA JEUNESSE

Depuis plusieurs années, le débat public au Maroc est marqué par une crise de confiance entre la jeunesse et la politique. Reconnaître cette réalité n'est plus un luxe, mais une nécessité, tant les signes du désengagement se multiplient. La nouveauté est que ce diagnostic provient désormais d'une figure centrale de la scène politique : Nizar Baraka, secrétaire général du Parti de l'Istiqlal, qui a reconnu que la jeunesse marocaine vit un profond désenchantement vis-à-vis des institutions élues, des partis et du gouvernement, tout en conservant malgré tout une forme d'espoir conditionnel en un changement réel.

La valeur de l'aveu

Ce qui distingue le discours de Baraka, c'est qu'il ne s'est pas inscrit dans le déni ni dans la justification, mais dans un aveu franc. Lorsqu'un dirigeant d'un parti historique et membre de la majorité admet que le bilan gouvernemental n'a pas répondu aux attentes des jeunes, le débat sort du cadre de l'opposition classique pour entrer dans une recherche plus sincère de solutions concrètes.

Défendre la trajectoire démocratique

En mettant en garde contre les appels à « abolir les institutions » ou à « instaurer un gouvernement technocratique », Baraka rappelle que la trajectoire démocratique du Maroc n'est pas une option secondaire dont on pourrait se détourner en période de crise. Les institutions représentatives, malgré leurs limites, restent le seul garant de la citoyenneté active et du principe de reddition des comptes. Le message est d'autant plus fort qu'il émane d'un parti qui, depuis la lutte pour l'indépendance, a constamment défendu la légitimité démocratique.

Par **Said Tamsamani**

Un capital historique et une crédibilité singulière

Ce qui confère au Parti de l'Istiqlal une responsabilité particulière aujourd'hui, c'est son capital historique et sa crédibilité accumulée. Ce parti, acteur majeur des moments fondateurs du Maroc moderne, dispose d'une légitimité politique et morale qui l'habilite à jouer le rôle de médiateur entre la jeunesse et les institutions.

Si les jeunes recherchent un discours sincère et en phase avec leurs préoccupations quotidiennes, l'Istiqlal est en mesure de l'incarner, non seulement à travers les mots, mais aussi par des initiatives concrètes.

Du diagnostic à l'action

Les propositions avancées par le parti – telle la création d'une « Académie de la jeunesse », ou encore l'adoption d'une loi sur le volontariat – traduisent une volonté de passer du diagnostic à l'action. Ces mesures, même partielles, peuvent constituer les prémices d'une relation renouvelée entre la jeunesse et la sphère politique, à condition qu'elles s'inscrivent dans une vision globale répondant aux attentes les plus urgentes : éducation, santé et emploi.

L'Istiqlal comme passerelle de confiance

En définitive, la vie politique marocaine ne nécessite pas seulement des aveux sur l'ampleur de la crise, mais surtout la reconstruction de ponts de confiance. Fort de son histoire et de son enracinement, le Parti de l'Istiqlal apparaît comme un acteur capable de jouer ce rôle.

Son passé lui confère une légitimité, mais son présent lui impose une responsabilité accrue : être la voix de la jeunesse au sein des institutions, et prévenir toute dérive vers la rupture ou la défiance durable.

Dans ce sens, le discours de Nizar Baraka dépasse le simple constat. Il ouvre une perspective : celle de redonner espoir.

Car lorsque la jeunesse retrouve confiance en la politique, c'est le Maroc tout entier qui retrouve une partie de sa force et de sa capacité à poursuivre ses réformes dans un climat de stabilité et de démocratie.

Présentation des résultats préliminaires de la consultation nationale sur la jeunesse



LODJ

WWW.PRESSPLUS.MA



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

SCAN ME



PRESSPLUS EST LE KIOSQUE %100 DIGITAL & AUGMENTÉ
DE L'ODJ MÉDIA GROUPE DE PRESSE ARRISSALA SA
MAGAZINES, HEBDOMADAIRES & QUOTIDIENS...

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC



GEN Z 212 : FAUT-IL DES DIRIGEANTS DE MOINS DE 30 ANS À LA TÊTE DE NOS PARTIS POLITIQUES ?

Billet

La question claque comme un slogan : pour comprendre la Gen Z 212, faut-il mettre des moins de 30 ans à la tête de nos partis ? Tentante, la réponse “oui” ressemble à une revanche générationnelle face à des appareils usés, incapables d’anticiper des colères pourtant documentées depuis des années : chômage persistant, NEET par millions, hôpitaux fragiles, école à bout de souffle. Mais confier la barre à la seule jeunesse réglerait-il la panne d’oxygène démocratique ? Pas sûr. La vérité est plus rugueuse : la crise est simultanément générationnelle, organisationnelle et culturelle. Rajeunir sans réformer les règles, c’est repeindre une coque fissurée.

Moins de 30 ans aux manettes des partis politiques ? L’âge compte, la redevabilité décide..

D’un côté, l’argument du rajeunissement est imparable. La Gen Z 212 ne reconnaît ni les codes ni les tempos des partis : elle discute sur Discord, se mobilise en “sprints” et exige des échéanciers vérifiables. Elle se méfie des éléments de langage, réclame des preuves et débusque la langue de bois en trois stories. Les formations politiques, empêtrées dans des réflexes de cooptation et d’entre-soi, parlent encore en réunions fermées là où la jeunesse réclame des AMA publics, des feuilles de route en open data et des boucles de feedback courtes. Mettre des moins de 30 ans aux commandes, ce serait forcer la mue : langage, formats, priorités. On gagnerait en lisibilité, en sincérité perçue, en vitesse d’exécution. On réintroduirait surtout le risque — élément paradoxalement manquant en politique — qui oblige à sortir des cadres qui n’ont plus d’effet sur la réalité.

De l’autre côté, la politique est un sport d’endurance institutionnelle. Négocier des lois, gérer des budgets, tenir une coalition, affronter des crises : cela s’apprend. L’expérience ne garantit pas la justesse, mais l’inexpérience ne vaccine pas contre l’erreur. Le piège serait de fétichiser l’âge et de remplacer une rente sénior par une rente junior. L’enjeu n’est pas de mettre des jeunes pour cocher la case, mais de partager le pouvoir pour changer la façon de décider. La question alors se reformule :



Par **Mohamed Aït Bellahcen**

quels mécanismes rendent le pouvoir traversable par la jeunesse, sans créer une bulle symbolique ?

D’abord, la règle du jeu interne. Primaires ouvertes, mandats limités, “listes zippées” par âge (comme on a inventé la parité), quota de 30 % d’investitures < 30 ans et co-sécrétariats générationnels obligatoires. Quiconque prétend “parler au nom des jeunes” mais refuse de s’auto-contraindre juridiquement en interne ne parle qu’à lui-même. La gouvernance commence à la maison.

Ensuite, la chaîne de redevabilité. Les partis doivent passer du discours aux tableaux de bord : objectifs trimestriels chiffrés sur la santé, l’éducation, l’emploi des jeunes ; engagements budgétés ; publication des votes, des absences, des conflits d’intérêts ; transmission des contrats publics en formats ouverts.

La Gen Z 212 vit dans un monde mesurable ; elle ne pardonne plus la dissonance entre promesse et résultat. Le bon “community manager” ne sauvera pas un mauvais delivery manager.

Gen Z 212 : rajeunir ne suffit pas, il faut cogérer

Enfin, l'écosystème d'écoute. Ouvrir des salons Discord officiels, avec modération indépendante, comptes rendus publics, et droit de suite : ce ne sont pas des gadgets, c'est l'infrastructure de confiance. Ajouter des jurys citoyens tirés au sort, des "shadow cabinets" jeunes qui audient la mise en œuvre, des "safaris de terrain" réguliers où élus et ministres confrontent leur feuille de route à la réalité vécue. Et ne pas confondre pédagogie et paternalisme : expliquer, oui ; infantiliser, non.

Faut-il alors des moins de 30 ans à la tête des partis ? Par endroits, oui — tout de suite. Dans d'autres, un binôme intergénérationnel s'impose, où l'audace des uns rencontre l'endurance des autres. L'important n'est pas l'âge civil, c'est la capacité à rendre des comptes, à publier ce qu'on fait et à corriger ce qui ne marche pas sans perdre un an en comités. La Gen Z 212 n'a pas demandé la perfection ; elle exige la preuve : preuves de respect (dans la rue), preuves de vérité (dans les bilans), preuves d'efficacité (dans les services publics).

Les dernières manifestations au Maroc ont servi d'électrochoc. Les partis peuvent y voir une menace ou une chance. S'ils choisissent la chance, la relève ne sera pas un "casting de jeunes" ; ce sera un contrat de méthode : règles ouvertes, délais serrés, budgets transparents, espaces d'écoute natifs, co-leadership assumé. S'ils choisissent la menace, ils continueront de parler au nom d'une jeunesse qui parle par elle-même — plus vite, plus fort, et bientôt... ailleurs que dans les urnes. L'histoire, elle, ne tranchera pas sur l'âge ; elle tranchera sur qui a délivré.



ET POURTANT, LA GEN Z N'A DEMANDÉ QU'À ÊTRE ENTENDUE..

Billet

Les rues marocaines ont tremblé fin septembre 2025 sous les pas d'une génération en colère. Le collectif GenZ 212, anonyme, décentralisé, avait lancé un appel : « nous voulons des hôpitaux, pas des stades ». Le ras-le-bol n'était pas neuf — une longue liste de promesses sociales restées lettre morte, une crise sanitaire chronique, une éducation en quête de réforme — mais cette fois, c'est la jeunesse connectée, celle qui n'a connu que les réseaux, qui descendait dans la rue. Et pourtant, malgré ses efforts, elle semble aujourd'hui reléguée à l'ombre du silence.

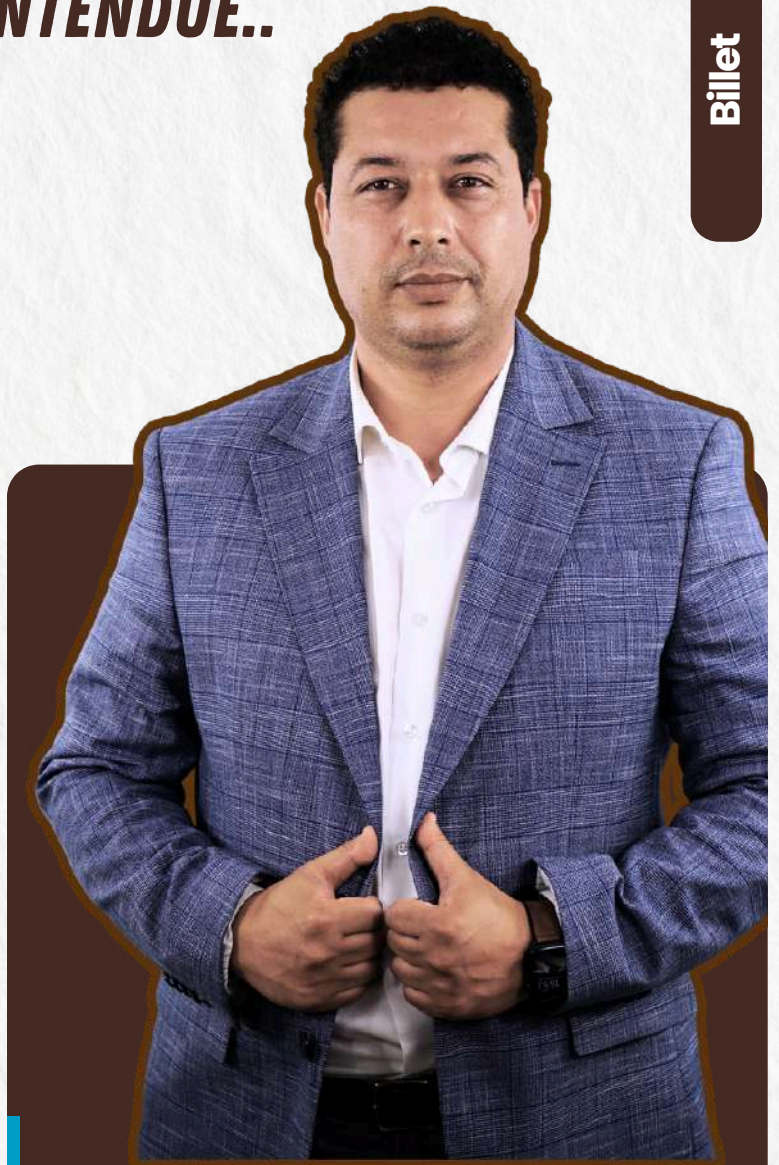
Quand le silence du gouvernement nourrit le vacarme de la rue :

Les manifestations se sont étendues dans au moins onze villes : Rabat, Casablanca, Marrakech, Agadir, Oujda... On y crié la frustration du quotidien : hôpitaux sous-équipés, classes bondées, dépenses publiques mal orientées. On y dénonça également la contradiction entre l'investissement dans les infrastructures sportives (en prévision de la Coupe du monde 2030) et le manque de financement à la santé ou à l'éducation. « Des stades, mais où sont les hôpitaux ? » scandait la foule.

Face à ces appels, l'État réagit. Des dizaines d'arrestations ont été opérées, notamment à Rabat, Casablanca et Agadir. Certaines sources évoquent plus de 120 détentions sur les deux premiers jours. Certes, presque la majorité d'entre eux ont été relâché heureusement.

Le contraste est saisissant : pour un mouvement sans leader unique ni logistique traditionnelle, l'impact médiatique est fort. Mais sur le terrain, l'effet reste hétérogène.

Ce qui marque, au-delà de l'interdiction attendue, c'est l'isolement visible de cette jeunesse protestataire. Aucun grand syndicat n'a appelé à rejoindre les cortèges. Aucun parti politique ne s'est associé officiellement au mouvement. Et surtout, le collectif religieux influent Al Adl Wal Ihssan a choisi de s'abstenir. Leur absence parle d'elle-même :



Par **Mohamed Ait Bellahcen**

dans ce jeu de légitimité populaire, la Génération Z se tient seule.

Comment comprendre ce paradoxe ? Ces jeunes avaient simplement demandé à être entendus, à participer au débat national. Leur anonymat n'est pas une couverture,

mais une stratégie pour échapper à la récupération politique. Leur tactique de deux jours, orchestrée sur TikTok, Discord ou Instagram, s'appuyait sur la disponibilité des étudiants et salariés en week-end. Ils comptaient même sur la montée en tension du samedi (arrestations) pour amplifier le dimanche.

De Discord à la rue.. l'écho fragile d'une génération oubliée !

Mais cette ingénierie ne suffit pas si les relais structurels manquent. Un mouvement sans relais finit souvent dispersé. Le pouvoir, prudent, a joué la carte de la prévention : interdiction de rassemblement à Rabat, arrestations ciblées, dispersion avant qu'un slogan ne prenne trop d'ampleur.

La leçon est cruelle : l'énergie seule ne suffit pas pour transformer la rue en force de changement. Il faut bâtir des ponts vers le politique, l'institutionnel, les syndicats, les corps intermédiaires. La jeunesse voulait secouer les fondations du discours public ; le système lui répond en l'enfermant dans une case « protestation numérique ».

L'autre paradoxal est le recul de la participation collective. En 2011, le mouvement du 20 février avait su rallier étudiants, syndicats, partis, militants. Il y avait une architecture de mobilisation, même bancale. Aujourd'hui, la Gen Z revendique une politique sans hiérarchie, mais sans hiérarchie, l'action collective s'effrite.

Elle n'a pas imposé, elle a appelé. Elle n'a pas agressé, elle a protesté. Elle n'a pas investi les ministères, elle a occupé les promenades. Elle n'a pas demandé des privilèges, juste des droits élémentaires : santé digne, éducation de qualité, transparence, justice.

L'état et la classe politique sont en face à eux un tournant historique : étouffer ces cris ou les intégrer dans un dialogue réel. En ignorant cette génération, on court le risque d'une désillusion insidieuse : une jeunesse qui cesse de croire qu'il est possible d'être entendu.

Mais une dernière question demeure : que fera la Gen Z quand l'écho s'essoufflera ? S'engagera-t-elle dans des voies structurées ? Ou bien continuera-t-elle, volontairement ou non, à naviguer dans l'invisibilité ?

Mais une dernière question demeure : que fera la Gen Z quand l'écho s'essoufflera ? S'engagera-t-elle dans des voies structurées ? Ou bien continuera-t-elle, volontairement ou non, à naviguer dans l'invisibilité ?

Ce moment est un avertissement : quand une génération refuse de se taire mais reste inaudible, la fracture va plus loin que la rue.



CONSEIL NATIONAL DE LA JEUNESSE : FAUT-IL DONNER À LA GEN Z UN LIEU INSTITUTIONNEL DE PAROLE ?

Depuis le 27 septembre 2025, le Maroc est secoué par une mobilisation inédite : des jeunes, souvent anonymes, investissent les rues pour réclamer justice sociale, meilleure santé, éducation digne et dignité. Le collectif Gen Z 212, né en ligne, a réussi à catalyser une colère longtemps contenue. Mais malgré l'intensité de ce soulèvement, la jeunesse protestataire se heurte à une barrière majeure : l'absence de structure de dialogue crédible qui puisse traduire ses aspirations en actions concertées. Dans ce contexte, une question revient avec acuité : le Maroc n'a-t-il pas besoin d'un Conseil national de la jeunesse, institution officielle capable de faire le lien entre la rue et l'État ?

Que pourrait apporter un Conseil national de la jeunesse ?

Les manifestations, présentes dans au moins onze villes (Rabat, Casablanca, Oujda, Agadir...), ont été organisées via TikTok, Discord, Instagram, sans chef visible et sans relais formels. Les slogans se sont répandus : « Nous voulons des hôpitaux, pas des stades » ; « La santé d'abord ». Le contraste entre les dépenses publiques pour la Coupe du Monde 2030 et l'état dégradé des hôpitaux est au cœur de la contestation.

Les arrestations, les dispersions, les affrontements ont accru la visibilité du mouvement, mais aussi fragilisé sa capacité à durer.

La particularité de Gen Z 212 est son refus de s'aligner sur des partis, syndicats ou organisations établies. Cela lui donne une liberté de ton et d'action, mais prive aussi le mouvement d'un point d'ancrage stable dans le paysage politique national.

Ce vide n'est pas une fatalité. Depuis la Constitution de 2011, le Maroc s'était engagé à créer un Conseil consultatif de la jeunesse et de l'action associative. Ce Conseil devait justement servir de cadre institutionnel pour recueillir la parole des jeunes, accompagner leur engagement et faire entendre leurs priorités.



Par **Mohamed Ait Bellahcen**

Or, quatorze ans plus tard, ce Conseil n'a jamais vu le jour. Les promesses sont restées lettre morte, alimentant une défiance croissante envers les institutions.

Cette absence est aujourd'hui criante. Aucun parti politique n'a pris ce mouvement en charge sans craindre la récupération. Aucun syndicat n'a proposé d'accompagner les appels. Aucun organisme de jeunesse national n'a été mobilisé avec légitimité aux yeux des jeunes manifestants. Résultat : une fracture se creuse entre une jeunesse porteuse d'exigences, et le monde politique qui peine à la reconnaître autrement qu'en adversaire de rue.

Gen Z 212 : une force dispersée, l'écho d'une promesse oubliée de 2011...

Un Conseil national de la jeunesse – fidèle à l'esprit de la Constitution – pourrait être la passerelle manquante entre la rue et l'État. Voici ce qu'il pourrait apporter :

1. Un lieu de représentation légitime : la Gen Z pourrait y siéger, y débattre et y formuler ses priorités de manière structurée, avec reconnaissance institutionnelle.
2. La formalisation du dialogue : les ministères de l'Éducation, de la Santé, de l'Emploi pourraient être contraints d'entendre ses recommandations dans un cadre transparent.
3. La coordination des actions jeunesse : jeunes entrepreneurs, ONG scolaires, mouvements citoyens pourraient converger sous un même toit.
4. La force de proposition politique : le Conseil pourrait produire des diagnostics sectoriels, des recommandations au Parlement et aux exécutifs.
5. La responsabilité institutionnelle : lorsqu'une institution porte officiellement une revendication, l'État ne peut plus l'ignorer sans déficit de légitimité.

Les conditions de crédibilité

Mais pour que ce Conseil ne soit pas un simple alibi politique, il faudrait :

- des élections démocratiques et transparentes ;
- une autonomie budgétaire réelle ;
- des mandats clairs et limités dans le temps ;
- un suivi institutionnel contraignant des recommandations émises.
- Autrement, il deviendrait un gadget bureaucratique de plus, incapable de répondre aux aspirations de la jeunesse.

Ce qui se joue depuis le début de septembre dépasse la protestation ponctuelle. C'est une génération qui dit : « Écoutez-nous, prenez-nous au sérieux. » Elle pose des mots simples sur des maux profonds — santé, éducation, dignité — et le pouvoir ne peut plus feindre de ne pas entendre.

Reconstruire un lien de confiance entre l'État et sa jeunesse passe par la mise en œuvre d'une promesse oubliée de 2011 : doter le Maroc d'un Conseil national de la jeunesse, indépendant, crédible et ouvert. Non pas pour canaliser la colère, mais pour l'institutionnaliser dans un cadre de dialogue qui respecte l'esprit démocratique.



L'histoire nous rappelle que quand la jeunesse n'a pas de pavillon où parler, elle fait de la rue son Parlement. Il est temps de redonner vie à cette promesse constitutionnelle avant que le fossé ne devienne un gouffre.

LODj

WWW.PRESSPLUS.MA

L'ACTUALITÉ AU CŒUR DES ENJEUX MONDIAUX



LE BI-MENSUEL I-DÉBATS de L'ODJ Média du groupe de presse Arrissala aborde une variété de sujets d'actualité, allant des tensions géopolitiques et diplomatiques décryptés par nos experts et chroniqueurs invités.

www.pressplus.ma



SCAN ME!

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC, PRESSPLUS VOUS APPORTE LE KIOSQUE DIRECTEMENT CHEZ VOUS

يا عزيز هذا الوطن.. أو ما تبقى منه!



بقلم: عبد العزيز
كوكاس

يا سيدي، أن تُشرف على حكومة فشلها لا يصدر ضجيجاً بل يث اللامبالاة في عروق الناس، هو أمر أخطر من أي أزمة اقتصادية. لقد نجحت في شيء واحد فقط: أن تخلق "اليأس كمؤسسة"، "الخدلان كسياسة عمومية" و"السخرية كبرنامج حكومي". صنعت لنا متحفاً للوعود المنقوشة بالذهب، وقدمت لنا تذاكر دخولٍ إلى مسرحٍ لا ندرك متى يبدأ عرضه.

لم نطلب المستحيل، لم نطلب حليب العصفور ولا زعفران تالوين.

طلبنا فقط أن نعيش في وطن لا يخجل من نفسه حين ينظر إلى فقرائه، أن نحلم بشيء بسيط اسمه الكرامة، ألا يضطر أبناؤنا إلى الاختيار بين دواء الضغط أو قنينة الغاز.

لكن لا بأس، لم تسرق، فعلاً، أنت فقط جعلتنا نصل إلى قناعة مريرة: أن الكارثة لا تحتاج دائماً إلى مجرم، يكفي أن نضع مصيرنا في يد رجل أعمال مشغول عن الدولة بدفاتر أرباحه.

سيدي الرئيس، لا نطلب محاكمتك، ولا نُحمّلك كل خطايا هذا الوطن المثقل بالحيثان، ونحن شعب طيب لا نضرب بالحجر حتى من لم يف بوعوده.

أنا لست يوسف لأنبيئك بتفسير رؤيا السبع بقرات سمان والأخرى العجاف، ولا بالسنايل الجافة والأخرى اليانعات، لتُعَيِّنني خازنا لأموال ممالكك.. إنما أنا بشر ممن يعبرون في الكلام وفي الحياة بلا أثر جرح.. ممن يلبسون الدربالة التي لا يلبسها "من والا" ..

لم تسرق، حاشا لله! لم تنهب أموال الشعب في وضع النهار، لم "تسفر" كما يقول أبناء الأحياء المطحونة، بل كنت راقياً جداً، تقنياً جداً، إلى درجة أننا لم نعد نشعر أننا نُحكم أصلاً من طرف حكومة.

أنت فقط أقنعتنا، بأسلوبك الهادئ، شديد التكنولوجيا، بأن الأمل مشروع خاسر. أنت رجل أعمال ماهر، تعلم أن حماية المصالح لها طقوس: اجتماع هادئ، ابتسامة أمام الكاميرا، وسمّ قانونيٍ لشيء اسمه "حكمة". أما الناس فليسوا أكثر من أرقامٍ في كشوف الحساب.

هل تذكر يا سيدي تلك الشعارات المنتفخة التي رفعها حزبكم، حزب الحماة؟ "الدولة الاجتماعية"، "فرصة"، "أوراش"، "الحماية الاجتماعية الشاملة"... كان بإمكاننا أن نصدقها، لو لم تخرج من فم رجل أعمال عرف كيف يحمي محروقاته أكثر مما يحمي شعباً يحترق.

لم تسرق، من يجرأ على قول ذلك، لكن ثروتك قفزت إلى الأعلى فيما وصلنا نحن إلى الحضيض، أتساءل كيف نجحت في زيادة مالك، اللهم لا حسد، فيما تم تفكيرنا، لم لم تُدر شؤوننا بنفس ذكاء شركاتك؟ لقد وقفت متفرداً:

على أغلى لتر بنزين في تاريخ الفقر،
على شباب يهاجر عبر المحيط كأن الوطن وباء،
على معلمين يقفون كالمسولين في أبواب البرلمان،
على أطباء ينسحبون من وطن لا يسمع نبضهم،
وعلى شعبٍ لم يعد يميز بين الانتخابات واليانصيب.
أتعلم، يا رئيس الحكومة المحترم، ما هو أسوأ من الفساد؟

هو أن تُحكم بمن لا يسمعك، ولا يراك، ولا يشعر بك، لكنه يتسم أمام الكاميرا وكأن شيئاً لا يحدث.

أزمة وساطة وثقة... إلى أين؟

ما وقع من احتجاجات شبابية بالأمس يفتح الباب واسعاً أمام سؤال جوهري : أين اختفت قنوات الوساطة التي من المفترض أن تكون جسراً بين المؤسسات والمجتمع؟

فالأحزاب السياسية، التي يُفترض أن تكون مدارس للتأطير السياسي وفضاءات لاحتواء هموم الشباب مع القرار العمومي، غابت عن الساحة أو تحولت إلى هياكل إدارية جامدة، بعيدة عن لغة الأجيال الجديدة وتطلعاتهم. منذ انتخابات 2021، التي جرت في سياق دقيق، أفرزت نتائج أوصلت حزباً يفتقد إلى مؤهلات التواصل السياسي القريب من الناس، خاصة الشباب، حتى أصبح الصمت هو العنوان الأبرز للمرحلة.

النقابات بدورها فقدت الكثير من بريقها، حيث لم تعد قادرة على استيعاب دينامية الشغيلة، ما دفع هذه الأخيرة إلى إنشاء تنسيقيات فئوية جديدة، تعالج ملفات جزئية ومجزأة، في غياب رؤية نقابية موحدة وشاملة.

أما المجتمع المدني، الذي شكّل في مراحل سابقة قوة اقتراحية وفضاءً بديلاً للتأطير والمرافعة، فقد عرف هو الآخر تراجعاً ملحوظاً في قدرته على لعب دور الوسيط، بسبب التضيق والضغط تاركاً فراغاً كبيراً في قنوات التواصل مع الشباب.

في ظل هذا الغياب الجماعي لوسائل الوساطة، لم يتبق سوى المواجهة المباشرة مع رجال الأمن. لكن هذا الواقع مع الأسف، مهما طال، لن يكون قادراً على إخماد الأسئلة العميقة التي يحملها هذا الجيل.



بقام: عبد الحميد
الحبان
رئيس مبادرة طارق بن زياد

جيل Gen Z في

المغرب يعبر اليوم

بطرق مختلفة، خارج

إطار الوساطة

التقليدية. هذا التعبير

يضعنا أمام مفترق

طرق مهم: إما إعادة

بناء جسور الثقة عبر

إصلاح عميق للأحزاب

والنقابات والمجتمع

المدني، وإما المضي

نحو مزيد من القطيعة،

وما تحمله من مخاطر

كبرى.

بغينا
تواصل



بقلم: عزيز
رباح

التنمية العادلة ممكنة من أجل مغرب بسرعة موحدة

تشخيص ملكي للمشكل :

عندما تحدث صاحب الجلالة عن معضلة "المغرب بسرعتين"، وأكد أنه ليس هو المغرب الذي يريد ويسعى إلى بنائه ويكدّ من أجله، ودعا إلى بناء مغرب العدالة الاجتماعية والمجالية بالجدية اللازمة، من خلال برنامج تنموي يشمل جميع فئات الشعب وجميع المناطق، لم يكن ذلك من نافلة القول أو الفعل، بل هو التزام ملكي وواجب وطني وتأكيّد على الوفاء تجاه شعبه.

خاصة أن هذه الرسالة التقييمية للواقع والاستشرافية للمستقبل وردت في خطاب العرش، الذي هو بمثابة تقييم وتجديد في آن واحد، يحدد التعاقد المتين بين الملك والشعب.

المغرب الذي نريد

فجلالة الملك يريد مغرباً لا تعيش فيه فئات ولا مناطق على الهامش، ولا تبقى خارج الاستفادة من عوائد موجة المخططات التنموية الواعدة التي انطلقت منذ أكثر من عقدين ونصف. فقد أجاب استباقياً على مطالب المواطنين، لكن يبقى التحدي في التطبيق.

فالأمر ليس مجرد تعديل جزئي أو تقني لمسار التنمية، بل هو مراجعة عميقة من أجل مسار جديد تتوحد فيه السرعات في سرعة واحدة، أي نهضة إصلاحية وتنموية عادلة ينعم بثمارها كل أبناء الوطن ومناطقه.

الحاجة إلى قرارات صادمة

وقد يحتاج الأمر إلى بعض القرارات الصادمة والعاجلة غير المعهودة.

ومن ذلك أولاً : قراران حاسمان لتوجيه عشرات المليارات من الدراهم إلى الجهات والأقاليم، وقطاعات التعليم والصحة والتشغيل والماء. لأن ذلك لا يحتمل التأخير، ليسير المغرب بسرعة واحدة ويعالج الشعور بالغبن لدى فئات عريضة تعدّ بالملايين، وتنتظر أن تنال نصيبها من التنمية وعوائدها.

القرار الأول : الشراكة بين العام والخاص

الشراكة بين القطاعين العام والخاص لإنجاز المشاريع واستغلالها، وفق مقارنة تضمن التحكم في الجودة والتعرفة والربحية.

وفي هذا المنحى هناك عدة مقاربات نختار منها الأنسب لبلدنا ولكل قطاع. ولنا في تجربة بلادنا في الكهرباء والماء دروس متميزة بإيجاباتها وسلبياتها، يُستفاد منها، وأيضاً في تجارب دول كثيرة لنا معها شراكات متقدمة.

القرار الثاني : تمديد آجال الإنجاز

تمديد سنة أو أكثر في آجال الإنجاز، خاصة في المشاريع التي ليست مرتبطة بمواعيد ملزمة أو بظروف استعجالية، كالصحة والتعليم والماء.

عقبة "عقيدة الصفقات العمومية"

لكن وجب الحذر من بعض الميثطين المتحكمين في دواليب القرار الإداري والمالي، الذين تسيطر عليهم "عقيدة الصفقات العمومية". أولئك الذين يريدون أن نستمر في النهج نفسه: أي توفير الميزانيات الضخمة، ولو بالاقتراض أو على حساب برامج تهم فئات عريضة ومناطق كثيرة، ليدبروا هم الصفقات الكبرى، وليس غيرهم، في الوزارات والمؤسسات والشركات العمومية والجماعات المحلية.

فهني شبكة مترابطة فيما بينها من إداريين ومهنيين واستشاريين ومراقبين... يؤمنون بـ"عقيدة الصفقات العمومية"، ليس لمصلحة الوطن، ولكن ليستفيدوا من العوائد المتعددة لهذه الصفقات!

أولوية الصحة والتعليم والماء والشغل:

إن من شأن هذين القرارين تغيير أولويات تدخل الدولة إلى أولويات آتية في الصحة والتعليم والماء والشغل، لصالح فئات عريضة كالشباب والفقراء وساكنة القرى وهوامش المدن. وطبعاً يحتاج هذا التغيير المنهجي إلى تشريع وحكامة مناسبين لتحقيق الأهداف المرجوة.

دول كثيرة، حتى الغنية منها، تخلت عن المنهج التقليدي في الاستثمارات العمومية، وأحدثت ثورة تنموية عادلة محوراً الإنسان أولاً ودائماً. وللحديث بقية، والخير أمام.

بناء البشر قبل الحجر

بقلم: رشيد
بوفوس



جيل اليوم، جيل "زد"، لا يريد الانتظار. لا يريد أن يُقال له "عداً". يريد تعليمًا يفتح الأبواب، لا يسدّها. يريد اقتصاداً يوفّر فرص العمل، لا يخلق الإحباط. يريد ديمقراطية تُصغي لصوته، لا تخنقه. يريد أن يشعر أن هذا الوطن وطنه، لا مكاناً ضيقاً يطرده.

ما يحدث ليس تهديداً لاستقرارنا كما يحاول البعض أن يروّج. بل هو إنذار، بل فرصة. فرصة لإعادة ترتيب الأولويات. فرصة لنقول جميعاً: كفى من السياسات العاجزة. كفى من الإهمال. كفى من بناء الحجر ونسيان البشر.

نريد إصلاحاً عميقاً، لا مسكناً ظرفياً. نريد أن تكون المدرسة والجامعة والمستشفى في قلب المشروع الوطني. نريد أن تكون كرامة المواطن هي المعيار، لا الصور الدعائية ولا الأرقام الباردة.

إن بناء الوطن لا يبدأ من البنايات، بل من الإنسان. الإنسان هو من يبني ويبدع ويصنع. إذا ضاع الإنسان، ضاع كل شيء.

فلنرفع جميعاً هذا الشعار، لا كشعار سياسي فقط، بل كميثاق وطني جديد: "بناء البشر قبل الحجر".

نعيش اليوم لحظة فارقة في تاريخ بلادنا. لحظة يخرج فيها شباب المغرب، من الدار البيضاء إلى الرباط، ومن طنجة إلى مراكش، ليقولوا كلمة بسيطة لكنها قوية: نريد كرامة، نريد عدالة، نريد مستقبلاً لا يُصادر. هذه ليست صرخة غضب فقط، إنها صرخة وجود، صرخة جيل يرى أن حقه في الحياة الكريمة أصبح أمراً غير قابل للتأجيل.

لقد صرفت الدولة المليارات في بناء الطرق السيارة والمطارات والموانئ والمشاريع الكبرى. وهذه أمور لا ننكر قيمتها. لكن السؤال الذي يطرحه كل مواطن اليوم: ماذا عن المدرسة العمومية التي تنهار؟ ماذا عن المستشفيات التي تتحول إلى مقابر؟ ماذا عن الشباب الذين يتخرجون من الجامعات ليجدوا أنفسهم في طوابير البطالة؟ لا يمكن أن نتحدث عن تنمية حقيقية بينما شبابنا عاطل، وأطفالنا محرومون من تعليم جيد، ومرضانا يموتون بسبب غياب طبيب أو دواء. الحجر بلا بشر مكُون وواعٍ مجرد بنايات فارغة. التنمية ليست إسمنتاً وزجاجاً، بل هي عقل متعلم، يد منتجة، قلب مطمئن.

ما وقع في أكادير قبل أيام ليس حالة استثنائية، بل هو صورة عن واقع نعيشه يومياً في كل مستشفى ومستوصف. ثماني نساء حوامل فقدن حياتهن في أسبوع واحد. أليس هذا جرحاً في قلب الوطن؟ من سيعيد الحياة لهن؟ من سيحاسب المسؤولين عن إهمالهن؟

إننا نعيش أزمة ثقة حقيقية بين المواطن والدولة. الناس لم يعودوا يثقون في المستشفى العمومي، ولا في المدرسة العمومية، ولا حتى في وعود السياسيين. وما يفعله شبابنا اليوم، بالنزول إلى الشارع، هو محاولة لاستعادة هذه الثقة المفقودة.



الشباب شريك أساسي : الكيحل يؤكد على دور الجيل الجديد في صياغة القرار العمومي



عبد القادر الكيحل

وفي قطاع العدالة، اعتبر الكيحل أن الحكومة حققت تقدماً مهماً من خلال إصدار قوانين إجرائية، سواء في المسطرة المدنية أو الجنائية، إضافة إلى قانون العقوبات البديلة الذي يمثل طفرة نوعية في الحد من العقوبات السالبة للحرية في الحالات التي لا تتطلب الاعتقال الاحتياطي، مع استثناء الجرائم الخطيرة مثل الاستغلال والاتجار بالبشر والمخدرات واغتصاب الفاصرين. كما تناول القوانين المنظمة لعمل المنتدبين القضائيين والمرشحين والمفوضين القضائيين، والقانون المتعلق بالوكالة الوطنية لحماية الطفولة، التي اعتبرها مطالب مجتمعية أساسية.

وعلى مستوى القطاعات الاستراتيجية مثل الماء والطاقة والبيئة، أشار الكيحل إلى مشاريع مهمة تشمل بناء السدود الكبرى ومحطات تحلية مياه البحر، إضافة إلى مشاريع الربط بين الأحواض المائية لتعزيز التضامن بين الجهات. كما أبرز الجهود المبذولة في الطاقات المتجددة من خلال مشاريع مركب نور ورزازات والطاقة الريحية، ضمن استراتيجية وطنية لتحقيق انتقال طاقوي سلس وتحقيق التنمية المستدامة بحلول 2030، تحت إشراف مباشر لجلالة الملك.

وفي قطاع الصحة، أكد أن الحكومة طورت البنية التحتية الصحية عبر بناء مستشفيات جامعية وإقليمية ومستوصفات في المناطق القروية، مع الإشارة إلى الحاجة الملحة إلى معالجة نقص الموارد البشرية وتحسين السلوكيات الخدمية تجاه المواطن.

أما في قطاع التعليم والرياضة والتنمية القروية، فتم الإشارة إلى توسعة مشروع مدارس الريادة، وتعزيز البنيات التحتية الرياضية استعداداً لكأس إفريقيا وكأس العالم 2030، مع التأكيد على ضرورة تعميم التجربة في جميع جهات المملكة. كما شدد على أهمية مواصلة العمل لتعزيز التنمية في العالم القروي وتحقيق العدالة المجالية بين المناطق.

وعن الدبلوماسية البرلمانية المغربية، أكد الكيحل أن البرلمان يضطلع بدور فعال في الدفاع عن الوحدة الترابية للمملكة، وتعزيز صورة المغرب دولياً عبر المشاركة في المنتديات الإقليمية والدولية، مع التأكيد على التناسق مع الدبلوماسية الرسمية ومؤسسات الدولة الأخرى.

وختم الكيحل بالتأكيد على أن الانتخابات التشريعية المقبلة سنة 2026 ستكون محطة حاسمة، مشدداً على أن حزب الاستقلال يسعى لتصدر الانتخابات وتقديم برامج تنموية تعكس آمال وتطلعات المواطنين، مع الحرص على مشاركة الشباب الفاعلة، باعتبارها شرطاً أساسياً لإحداث التحول الديمقراطي ومواصلة مسار التنمية في المملكة.

أكد عبد القادر الكيحل، في حوار أجراه مع موقع "حرّة بريس"، أن الشباب المغربي يشكل القاعدة المجتمعية الأكبر والأكثر حيوية، ويملك طاقة معرفية وسياسية كبيرة. وأوضح أن مشاركة الشباب في الحياة السياسية ما زالت محدودة أحياناً نتيجة نقص التأطير والثقة في المؤسسات، مشدداً على ضرورة إشراكهم عبر الأحزاب والتنظيمات المهنية والمجتمعية، التي تمثل جسراً بين الحكومة والمواطنين، وتمكنهم من طرح أفكارهم وتحويلها إلى برامج قابلة للتنفيذ.

وأكد أن مشاركة الشباب في الانتخابات والمجالس المنتخبة ليست مجرد واجب مدني، بل وسيلة لتعزيز الديمقراطية وتمكين الجيل الجديد من الصوت المؤثر في صناعة القرار وصياغة المستقبل، داعياً الأحزاب إلى الانفتاح على طموحات الشباب وتوفير أدوات التأهيل والتكوين لهم لتحمل المسؤوليات السياسية بكفاءة ومصداقية.

وفي حديثه حول الحصيلة الحكومية خلال الولاية التشريعية الحالية، أشار الكيحل إلى أن تقييم الأداء الحكومي يحتاج إلى تحليل شامل أفقياً وعمودياً، مع الأخذ بعين الاعتبار طبيعة التحالف الحكومي، البرنامج المشترك، والتنزيل العملي للبرامج المقررة. واعتبر أن الأولوية بالنسبة للمواطن المغربي تظل لما يتم إنجازه على أرض الواقع، خصوصاً في ظل تبعات جائحة كورونا وأزمة الجفاف المستمرة والتأثيرات الدولية على الاقتصاد الوطني.

وشدد على أن الحكومة تمكنت من تحقيق منجزات مهمة في عدة قطاعات حيوية، على الرغم من وجود تحديات في مجالات أخرى. ففي الحماية الاجتماعية، تم بذل مجهود كبير على صعيد التشريع وهيئة النصوص لتنزيل نظام الحماية الشاملة، مع الإشارة إلى بعض الصعوبات التي تواجه فئات اجتماعية محددة في الولوج إلى الخدمات الصحية، مما يستدعي مراجعة الآليات وتسهيل الاستفادة من النظام الجديد.

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE L'OPINION DES JEUNES

POLITIQUE, ÉCONOMIE, SANTÉ, SPORT, CULTURE, LIFESTYLE, DIGITAL, AUTO-MOTO,
ÉMISSIONS WEB TV, PODCASTS, REPORTAGES, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS...



TOUTE L'INFORMATION À L'ORDRE DU JOUR ET EN CONTINU

www.lodj.ma



SCAN ME!

@lodjmaroc



الحوار والنقاش سبيلان للانتصار لقضايا الوطن والمواطن

الأكيد أن لكل واحد منا حكاية دراماتيكية اصطدم فيها مع الواقع غير السليم الذي يعرفه القطاع الصحي في بلادنا، كلما ولج إحدى المؤسسات التابعة لهذا المرفق الحيوي، وخاصة العمومي منه، حيث يجد المريض أو المرافق نفسه أمام إشكاليات غير مقبولة بتاتا، ومن ذلك الغياب أو النقص الحاد في الأطر الطبية والتمريضية، وطول المواعيد، وتعطل الأجهزة الطبية، بالإضافة إلى "مارطون" الإجراءات، وغيرها من المعوقات التي تحول رحلة الاستشفاء إلى كابوس ينضاف إلى آلام المرض وتكاليفه الثقيلة.

إشكاليات مرفوضة وتعطي صورة لا تليق ببلد قطع أشواطاً هامة في الإصلاح والتنمية البشرية، وكأننا أمام جهات تسعى عمداً إلى وضع العصا في العجلة، ولا تنظر بعين الرضى إلى أي إصلاح قد يعود بالنفع على المواطنين، وخاصة من ذوي الدخل المحدود الذين لا طاقة لهم بمصاريف المصحات. إشكاليات ليست بوليدة اليوم لكن هي نتيجة تراكمات سنوات من السياسات التي لم تضع هذا المرفق ضمن الأولويات، وهذا خطأ كبير، فالصحة والتعليم هما عصب الحياة.

وهنا أجد نفسي أتفهم المطالب الواردة في التعبيرات الشبابية في الفضاءات الإلكترونية والعامة، وصلت رسائلها كاملة وغير منقوصة إلى الجهات المسؤولة من مبدأ الانتصار لقضايا الوطن والمواطن. وهنا ينبغي التسطير بالبند العريض على أمور أساسية، وفي مقدمتها أن أعلى سلطة في البلاد ممثلة في جلالة الملك محمد السادس طالما أكد على ضرورة اعتماد جيل جديد من برامج التنمية الترابية، ومشدداً في خطاب صريح إلى الشعب المغربي قائلاً بمناسبة عيد العرش "تعرف جيداً أنني لن أكون راضياً، مهما بلغ مستوى التنمية الاقتصادية والبنيات التحتية، إذا لم تساهم، بشكل ملموس، في تحسين ظروف عيش المواطنين، من كل الفئات الاجتماعية، وفي جميع المناطق والجهات.

لذا، ما فتئنا نولي أهمية خاصة للنهوض بالتنمية البشرية، وتعميم الحماية الاجتماعية، وتقديم الدعم المباشر للأسر التي تستحقه". خطاب برسائل قوية تضع المواطن المغربي فوق أي اعتبار، وهو ما يستشف من قوله كذلك "لا مكان اليوم ولا غداً، لمغرب يسير بسرعتين". هنا بادرت الحكومة إلى الإعلان عن انخراطها في بلورة مختلف التوجيهات الملكية السامية، بداية من قانون المالية 2026، خاصة ما يتعلق بالتأهيل الشامل للمجالات الترابية، وتقليص الفوارق الاجتماعية والمجالية، وفق رؤية تنموية متوازنة وشاملة يأمل الجميع في أن تعطي نتائجها في أقرب حين، ومشددة على انفتاحها على اقتراحات كل القوى الحية التي يمكن أن تساهم في تجويد المنظومة الصحية، بما يستجيب لطموحات جميع المغاربة.

ثانياً إذا كان الشباب المحتج قد نجح في إيصال رسائله، والأغلبية الحكومية سارعت إلى التعاطي معها إيجاباً من خلال بيان عبرت فيه عن تفهمها للمطالب الاجتماعية واستعدادها للتجاوب الإيجابي والمسؤول معها، عبر الحوار والنقاش داخل المؤسسات والفضاءات العمومية، وإيجاد حلول واقعية وقابلة للتنزيل،



بقلم: بدر بن علاش

لانتصار لقضايا الوطن والمواطن. فإن كل هذا يدفعنا إلى ضرورة تحكيم صوت العقل والمنطق، وعدم التمادي في أشكال احتجاجية تجاوزت في أحيان كثيرة الحد غير المقبول، وتخدش صورة المغرب الحديث، فلا أحد يقبل بالتعدي على الممتلكات العامة والخاصة وتخريبها، وترويع وتخويف المواطنين، وهي الصور التي يلتقطها أعداء وخصوم المغرب، ووجدوا فيها مادة دسمة في وسائل إعلامهم الخبيثة. إن المنطق والعقل يدفعان إلى ضرورة عدم الانسياق وراء دعوات الفتنة التي سرعان ما التقطها الشباب الذي أطلق على نفسه وصف "جيل زد 212" طالما رفعوا شعار "السلمية" حينما أعلن الكثير منهم في وسائل التواصل الاجتماعي على أن "المطالب الاجتماعية المشروعة تفقد قوتها ومشروعيتها بمجرد أن تنقلب الأمور نحو العنف، فالعنف مرفوض جملئاً وتفصيلاً، وتخريب الممتلكات العامة أو الخاصة لا يمكن أن يكون وسيلة للتعبير عن الغضب".

وتابعوا "ما وقع في وجدة وإنزكان وبركان، من إشعال للنار وتخريب منسق للممتلكات، لا يبدو بريئاً ولا يمكن قراءته إلا كجزء من تحريض ممنهج تسعى من خلاله جهات معينة إلى جر الشباب إلى مسارات خطيرة". وذات المنطق، أي العقل والتعقل، يستدعي عدم المبالغة في أي تدخل أمني كيفما كان نوعه، خصوصاً إذا كان الأمر يتعلق باحتجاج سلمي لا يتعدى أصحابه الحد المسموح به قانوناً، فهناك صور ومقاطع فيديو وثق البعض منها تدخلات أمنية تجاوزت في رأي الحد المقبول في بلد يسير على درب التنزيل الحقيقي لمظاهر الديمقراطية

المعضلة الأبدية: الأمن أم الحرية؟

هذه هي مفارقة هذين اليومين. من جهة، دولة حريصة على منع الفوضى، وحماية الممتلكات والأشخاص. ومن جهة أخرى، شباب يطالب بمساحات جديدة للتعبير، خارج الأطر الكلاسيكية التي يُنظر إليها غالبًا على أنها مغلقة. في مقاهي الرباط كما في شوارع الدار البيضاء، تنشط النقاشات: هل كان يجب التدخل بقوة بينما عانت هذه التحركات من تجميع حشود كبيرة؟ ألم يكن من الأكثر براعة السماح ببعض المسيرات الرمزية، حتى لو تطلب الأمر تأطير الحركة بدلاً من كبحها بحزم؟ تتعلق الحالات الأكثر حساسية ببضعة عشرات من الأشخاص وضعوا رهن الحبس الاحتياطي، خاصة في الرباط والدار البيضاء. وفقاً للسلطات، يتعلق الأمر بمشاركين ارتكبوا مخالفات تشكل جرائم يعاقب عليها القانون. ويبدو أن هذه الإجراءات قد أمر بها من قبل النيابة العامة المختصة، وليس بشكل تعسفي. ومع ذلك، يطالب المدافعون عن حقوق الإنسان بالمزيد من الشفافية. ويدعون إلى الإعلان عن الأسباب الدقيقة لوضع الأشخاص رهن الحبس الاحتياطي وضمان الوصول إلى المساعدة القانونية منذ الساعات الأولى للاستجواب.

علاقة قوة في تحول

تسلط هذه القصة الضوء على تطور علاقة القوة بين الدولة وجزء من شباب المغرب. يبرع هذا الجيل المتصل، الذي يُوصف غالبًا بـ "الجيل Z"، في تحقيق الانتشار الواسع للمحتوى. فبضع مقاطع فيديو تكفي لإثارة عاصفة إعلامية، تطغى على البيانات الرسمية، على الرغم من كونها مفصلة ومُعَدّة بعناية. بالنسبة للسلطات، تعقّد هذه البيئة الرقمية الجديدة إدارة النظام العام. فكل حركة، كل عملية توقيف، يمكن تصويرها وتقطيعها ونشرها خارج سياقها، مما يعطي أحياناً صورة عنف معمم بينما قد لا يتعلق الأمر سوى بحوادث معزولة.

نحو إعادة تأسيس ضرورة للحوار

يذكرنا ما حدث في 27-28 سبتمبر بوضوح بالحاجة الملحة لحوار متجدد بين المؤسسات والمواطنين. لم يعد الشباب يكتفون بالقنوات التقليدية – النقابات، والأحزاب السياسية، والجمعيات الكلاسيكية. إنهم يخلقون ساحاتهم الخاصة للتعبير، غالباً افتراضية، وينتظرون ردّاً سريعاً، واضحاً، ومفهوماً. لن يكون غلق هذه المساحات كافياً. التحدي يكمن في تأطيرها دون خنقها، وابتكار جسور بين الحاجة إلى النظام والتطلع إلى الحرية. هذا ورش عمل سياسي بامتياز، يتجاوز مجرد الإدارة الأمنية. كشفت تدخلات قوات الأمن، خلال عطلة نهاية الأسبوع، عن واقع مزدوج. من جهة، جهاز أمني يتبنى عملاً متزنًا، دون إفراط، ويؤكد على عدم وجود إصابات أو أضرار. ومن جهة أخرى، صور وشهادات تثير الشك، وتذكر أن تصور استخدام القوة قد يكون في بعض الأحيان بنفس أهمية الاستخدام الفعلي لها.



بقلم: عدنان بنشقرون

ما زال المغرب يبحث عن
الخط الفاصل بين النظام
العام وحق التعبير. سيعتمد
المستقبل على قدرة الدولة
على الطمأنة دون عنف،
وقدرة المجتمع المدني على
تنظيم مطالبه مع احترام
القانون. هذا الحوار، إذا ما
تحقق، قد يمنع تحول
عطلات نهاية الأسبوع
المقبلة إلى صراعات مرة
أخرى.

الأمن العام

توازن هتش بين الحماية والحرية

انتشرت على مدار عطلة نهاية الأسبوع مقاطع فيديو تظهر عمليات توقيف عنيفة، مما أثار موجة من الاستياء. ومع ذلك، تؤكد السلطات أنها عملت وفقاً لبروتوكولات صارمة، دون استخدام مفرط للقوة. إذن، هل ما حصل كان مجرد حفاظ على النظام العام أم انحرافاً مقلقاً في مواجهة شباب يبحث عن وسيلة للتعبير؟

عطلة نهاية أسبوع مشحونة

شهدت يومي السبت 27 والأحد 28 سبتمبر، عدة مدن مغربية تجمعات عفوية، دُعي إليها عبر رسائل مجهولة انتشرت على منصات التواصل الاجتماعي وتطبيقات المراسلة المشفرة. على الرغم من أن السلطات المحلية كانت قد حظرت هذه التجمعات. الحجة الرسمية: عدم وجود إشعار مسبق ومخاطر الإخلال بالأمن العام.

في مواجهة هذه الدعوات الافتراضية، نشرت قوات الأمن جهازاً واضحاً: ضباط في الزي الرسمي، وتعزيزات بملابس مدنية تحمل شارات مميزة، ولكن دون أسلحة تقليدية أو معدات ثقيلة. تؤكد السلطات عدم استخدام الهراوات أو مدافع المياه أو الغاز المسيل للدموع. الهدف المعلن: تأمين الأماكن، ومنع الاضطرابات، وضمان سلاوة حركة المرور.

يبدو أنه تم الالتزام بالإجراءات في خطوطها العريضة، تم إطلاق ثلاثة إنذارات صوتية عبر مكبرات الصوت قبل أي محاولة لتشيتب الحشود، وفقاً للقواعد السارية. وغادر غالبية الحاضرين المكان دون مقاومة. أما بالنسبة للمتمسكين بالبقاء، تقول قوات الأمن إنها فضلت الإبعاد السلمي بدلاً من المواجهة المباشرة. في هذا الإطار، تم أخذ بعض الأفراد إلى أقرب مراكز الشرطة للتحقق من الهوية، ثم أطلق سراحهم على الفور. وتؤكد السلطات: لم ترد أي تقارير عن أعمال عنف، ولا إصابات، ولم يُسجل أي أضرار مادية.

صور تروي قصة مختلفة

لكن مقاطع الفيديو المنتشرة على تيك توك وإكس (تويتر سابقاً) وإنستغرام تروي واقفاً مختلفاً تماماً. نرى فيها عمليات اعتقال سريعة، وعنيفة أحياناً، وشباباً يطرحون أرضاً أو يُسحبون من أذرعهم. مما يغضب العديد من مستخدمي الإنترنت، الذين ينددون بعدم التناسب بين طبيعة هذه التجمعات ورد فعل القوات العامة.

"حتى لو لم تكن هذه المظاهرات مرخصة، فإن طريقة معاملة الشباب الذين يعبرون عن استيائهم بطريقة سلمية تطرح تساؤلات"، كما ترى أستاذة علم اجتماع من الدار البيضاء، اتصلت بها تحريرنا. وهي تذكر أن الصور، سواء كانت حالات معزولة أم لا، تترك أثراً كبيراً على الرأي العام.

الشرعية القانونية في مواجهة الشرعية الشعبية

تقدم السلطات حجة قانونية قوية: يلزم القانون تقديم إشعار مسبق لأي تجمع عام. في هذه الحالة، لم يُقدم أي إشعار. علاوة على ذلك، يظل منشئو دعوات التظاهر مجهولين، وهو غموض يغذي رغبة السلطات. "كيف يمكن التسامح مع تجمعات تطلقها دعوات مجهولة، دون معرفة من هم المحركون الخفيون وما هي نواياهم؟"، يتساءل أحد كبار المسؤولين الأمنيين السابقين.

برأيه، كان على الدولة أن ترد بحزم، خشية أن تتكاثر حركات غير خاضعة للرقابة. لكن على الجانب الآخر، يذكر العديد من الأصوات أن حق التظاهر هو حرية أساسية، يحميها الدستور. صحيح أن عدم وجود ترخيص يضعف الشرعية القانونية للتجمعات، ولكن هل يجب عليه تجريم التعبير العفوي لجبل يختار، بسبب عدم وجود قنوات رسمية، منصات التواصل الاجتماعي ليُسمع صوته؟



الأمن العام توازن هش بين الحماية والحرية

53

الحوار والنقاش سبيلان للانتصار لقضايا الوطن والمواطن

51

الشباب شريك أساسي : الكيكل يؤكد على دور الجيل الجديد في صياغة القرار العمومي

49

بناء البشر قبل الحجر

48

التنمية العادلة ممكنة من أجل مغرب بسرعة موحدة

47

أزمة وساطة وثقة... إلى أين؟

46

يا عزيز هذا الوطن.. أو ما تبقى منه!

45


الرسالة
ARRISSALA. SA
Imprimerie Arrissala


LODj

كتاب الرأي

فريق النشر :
سارة البوفي - أمل الهواري - عائشة بوسكين

تصميم ومونتاج :
عماد بن بورحيم

إدارة فنية وتقنية :
محمد أيت بلحسن

اقرأ أعدادنا القديمة :
www.pressplus.ma



VOTRE REGARD HEBDOMADAIRE SUR L'ÉCONOMIE



Plongez dans le monde économique avec notre hebdomadaire dédié. Ici, en lecture en ligne et en téléchargeant ce PDF, vous découvrirez une richesse d'articles, d'analyses et des brèves variées, allant des dernières informations économiques nationales et internationales. Cet hebdomadaire en format express est votre guide incontournable pour découvrir l'essentiel des brèves économiques de la semaine.

www.pressplus.ma



SCAN ME!

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC, PRESSPLUS VOUS APPORTE LE KIOSQUE DIRECTEMENT CHEZ VOUS

كناك الشبان

By Lodj

بلاطفورم الشباب



الأمن العام : توازن هش بين الحماية والحرية

التنمية العادلة ممكنة
من أجل مغرب بسرعة
موحدة

الشباب شريك أساسي :
الكيحل يؤكد على دور الجيل
الجديد في صياغة القرار
العمومي

الحوار والنقاش سبيلان
للانتصار لقضايا الوطن
والمواطن